



Aktivitäten und Erfolge 2013
Activités et succès 2013

Sommaire

Avant-propos du Président	6
Organisation et activité	8
Economie et marché du travail	12
Politique de l'égalité	14
Politique sociale	18
Politique des étrangers	22
Politique énergétique	24
Politique extérieure	24
Finances et service public	26
Politique de formation	28
Activité parlementaire	30
Votations fédérales	32
Information et relations publiques	36
Institut de formation pour les travailleurs et travailleuses ARC	38
Oeuvre d'entraide Brücke • Le pont	40
Représentations de Travail.Suisse	44
Effectif des membres des organisations affiliées	46
Adresses	48

Inhalt

Vorwort des Präsidenten	7
Organisation und Tätigkeit	9
Wirtschaft und Arbeitsmarkt	13
Gleichstellungspolitik	15
Sozialpolitik	19
Ausländerpolitik	23
Energiepolitik	25
Aussenpolitik	25
Finanzen und Service public	27
Bildungspolitik	29
Parlamentsarbeit	31
Eidgenössische Abstimmungen	33
Informations- und Öffentlichkeitsarbeit	37
Bildungsinstitut für Arbeitnehmende ARC	39
Hilfswerk Brücke • Le pont	41
Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen	45
Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen	47
Adressen	49

A propos de nous

Travail.Suisse est une organisation faïtière indépendante qui regroupe environ 150 000 travailleurs et travailleuses en Suisse.

Travail.Suisse défend les intérêts de ses membres sur le plan de la politique et de l'économie. Dans ce contexte, son objectif premier est des conditions cadres ga-

rantissant aux travailleurs et travailleuses de bonnes conditions de travail, une solide formation initiale et continue et une couverture sociale fiable.

Le marché du travail, la politique sociale et les assurances sociales, la formation initiale et continue, la conciliation du travail et de la famille, la politique financière et fiscale, la politique énergétique et environnementale ainsi que la politique migratoire sont **les thèmes sur lesquels Travail.Suisse focalise surtout ses activités.**

Travail.Suisse agit en toute autonomie et est neutre sur le plan politique. Travail.Suisse entretient d'étroites relations avec le gouvernement et les autorités, le Parlement et les partis ainsi qu'avec d'autres associations économiques.

Travail.Suisse souscrit au partenariat social. Un partenariat cohérent entre les travailleurs et travailleuses et les employeurs est une condition essentielle à la stabilité de notre pays. Le dialogue au lieu de la confrontation, telle est la devise de Travail.Suisse.

Travail.Suisse se penche en temps utile sur les thèmes importants pour les travailleurs et travailleuses et son apport suit toutes les étapes du processus politique. Dans cette démarche, l'organisation s'appuie sur un échange de vues avec ses fédérations affiliées.

Travail.Suisse siège dans des groupes d'experts et des commissions extra-parlementaires et se prononce, dans le cadre de procédures de consultation, sur toutes les modifications de loi **qui concernent les travailleurs et travailleuses.** Travail.Suisse étaye cette activité par un travail de relations publiques soutenu.

Travail.Suisse a la capacité de lancer des initiatives et des référendums. L'organisation dispose ainsi d'instruments d'intervention qui ne peuvent être ignorés.

Les organisations suivantes sont affiliées à Travail.Suisse: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Fédération des Associations de Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses hes-ch, Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE, Association romande des logopédistes diplômés ARLD, Employés Drogistes Suisse, Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es de Suisse VUCAS.

In eigener Sache

Travail.Suisse vertritt die Interessen der Mitglieder in Politik und Wirtschaft. Dabei sind Rahmenbedingungen das oberste Ziel, welche den Arbeitnehmenden gute Arbeitsbedingungen, eine solide Aus- und Weiterbildung und eine verlässliche soziale Absicherung gewährleisten.

Travail.Suisse ist vor allem aktiv zu den Themen Arbeitsmarkt, Sozialpolitik und Sozialversicherungen, Aus- und Weiterbildung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Finanz- und Steuerpolitik, Energie- und Umweltpolitik sowie Migrationspolitik.

Travail.Suisse handelt unabhängig und ist keiner Partei verpflichtet. Travail.Suisse pflegt enge Beziehungen zu Regierung und Behörden, Parlament und Parteien sowie Wirtschaftsverbänden.

Travail.Suisse bekennt sich zur Sozialpartnerschaft. Eine gut funktionierende Partnerschaft zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden ist eine zentrale Voraussetzung für die Stabilität unseres Landes. Dialog statt Konfrontation lautet die Devise von Travail.Suisse.

Travail.Suisse greift arbeitnehmerrelevante Themen frühzeitig auf und gestaltet sie über alle Etappen des politischen Prozesses mit. Die Organisation stützt sich dabei auf den intensiven Meinungsaustausch mit ihren Mitgliedsverbänden.

Travail.Suisse hat Einsitz in Expertengruppen und ausserparlamentarischen Kommissionen und nimmt im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu allen arbeitnehmerrelevanten Gesetzesänderungen Stellung. Travail.Suisse verstärkt diese Arbeit durch konsequente Öffentlichkeitsarbeit.

Travail.Suisse ist initiativ- und referendumsfähig. Damit verfügt die Organisation über Handlungsinstrumente, die nicht ignoriert werden können.

Travail.Suisse ist der unabhängige Dachverband von rund 150 000 Arbeitnehmenden in der Schweiz.

Travail.Suisse hat folgende Organisationen als Mitglieder: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Schweizer Verband der Fachhochschuldozierenden fh-ch, Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE, Association romande des logopédistes diplômés ARLD, Angestellte Drogisten Suisse, Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS.

Avant-propos du président



Deux votations, en mars et novembre, ont marqué l'année 2013.

L'électorat suisse a été appelé à se prononcer sur deux objets ayant trait à la famille et aux salaires des managers. Alors que l'article sur la politique familiale visant une meilleure conciliation travail et famille était rejeté en mars par manque de majorité des cantons et malgré le oui de la population, on a pu éviter en novembre un pas en arrière en matière de politique familiale. En mars, en même temps, l'initiative

contre les rémunérations abusives était acceptée, mais en novembre l'initiative 1:12 pour des salaires équitables était rejetée.

Entre ces deux votations, il y a eu le référendum contre la libéralisation des heures d'ouverture des stations-service la nuit et le dimanche. Je tiens à remercier ici toutes les personnes qui se sont beaucoup investies pour contrer l'extension des dispositions relatives au travail de nuit. Malheureusement, bien que la récolte de signatures ait été un succès, nous ne sommes pas sortis victorieux de cette votation. Mais le thème reste d'actualité. De nombreuses interventions et des projets de loi visant l'extension des heures d'ouverture des magasins, voire, en général, des heures de travail de nuit et du dimanche, sont de nouveau déposés. Nous devons mettre fin à cette tactique du salami et mener une offensive en faveur de la conclusion d'une CCT pour le travail du dimanche.

En 2013, Travail.Suisse a été plusieurs fois très présente au sein du débat politique en affirmant ses propres positions. Il y a eu tout d'abord, en février, une journée d'étude pour débattre du retour à la vie professionnelle après une longue phase consacrée à la famille. De nombreux spécialistes y ont assisté. Par

la suite, Travail.Suisse a pu diligenter le dépôt d'une douzaine d'interventions au Parlement, mettant le doigt sur les difficultés constatées et demandant des solutions.

En mai, Travail.Suisse, épaulée par la SEC Suisse, a présenté un document de position concernant la prévoyance vieillesse. Notre opinion est claire: ni baisses des rentes ni élévation générale de l'âge de la retraite; une baisse du taux de conversion doit être compensée et l'élévation de l'âge de la retraite des femmes n'est possible que si on prévoit en même temps un correctif social en cas de retraite anticipée.

En juin, l'étude que nous avons menée, comme chaque année, sur les salaires des managers a suscité une fois de plus un grand intérêt parmi les médias, d'autant plus qu'elle se situait entre les votations sur l'initiative contre les rémunérations abusives et sur l'initiative 1:12. Cette étude a mis en évidence que le oui de la population à l'initiative contre les rémunérations abusives n'a laissé aucune trace jusqu'à présent dans les salaires de la caste des managers.

Une nouvelle fois, en automne, l'analyse portant sur les gains enregistrés par les assureurs vie dans le cadre de la prévoyance professionnelle a été présentée et nous constatons un intérêt grandissant à ce sujet. Jusqu'à présent, Travail.Suisse était présente avec ce thème surtout en Suisse romande, mais il est désormais aussi abordé par les médias et le public de Suisse alémanique. Nous avons été heureux de constater que le Conseil fédéral a augmenté le taux minimal peu après notre conférence de presse. Cela aura des répercussions positives en 2014 pour les travailleurs et travailleuses et leurs avoirs de vieillesse augmenteront dans l'ensemble de quelques centaines de millions de francs ! Nous constatons en outre avec satisfaction que le projet relatif à la prévoyance vieillesse comprend des propositions vi-

sant à réduire les gains des assureurs vie. Le succès suppose un travail de longue haleine!

Dans une autre conférence de presse, en octobre, Travail.Suisse a donné le coup d'envoi à la campagne menée contre l'initiative pour les familles lancée par l'UDC et présenté un document de position sur la politique familiale et les résultats d'une étude portant sur l'évolution de la situation financière des familles au cours de la dernière décennie. Travail.Suisse a ainsi contribué à éviter un pas en arrière en matière de politique familiale.

Plusieurs changements importants ont eu lieu à notre secrétariat central. Tout d'abord, le nouveau site Internet a été lancé en février et l'identité visuelle de Travail.Suisse a été peaufinée. Peu après, Susanne Blank quittait ses fonctions de responsable de la politique économique qu'elle a occupées chez nous pendant onze ans, ayant été nommée rédactrice en chef de la « Vie économique ». Je tiens à la remercier encore une fois de tout cœur pour son précieux engagement tout au long de ces années. Je suis très heureux que nous ayons trouvé en la personne de Gabriel Fischer un successeur très compétent et motivé. Je me réjouis aussi qu'avec Linda Rosenkranz, une spécialiste expérimentée et engagée ait repris la direction de la communication. Quant à Therese Schmid, elle va désormais se concentrer sur les tâches administratives.

Des nouvelles personnes apportent toujours un nouvel élan. Cela me permet donc d'envisager l'avenir de Travail.Suisse avec sérénité. Je remercie sincèrement toutes les personnes qui ont œuvré et vont œuvrer avec nous pour que nos idées et nos visions du monde du travail puissent contribuer à façonner le devenir de la Suisse.

Martin Flügel, Président

Vorwort des Präsidenten

Das Jahr 2013 war geprägt von den Abstimmungsterminen im März und im November.

Zweimal wurde die Schweizer Stimmbevölkerung an die Urne gerufen, um Entscheidungen zu den Themen Familie und Managerlöhne zu treffen. Während im März der Familienartikel für eine bessere Vereinbarkeit von Beruf und Familie trotz einem Ja der Bevölkerung am Ständemehr scheiterte, konnte zumindest im November der familienpolitische Rückschritt verhindert werden. Gleichzeitig wurde im März die Abzockerinitiative angenommen, im November jedoch die 1:12-Initiative abgelehnt.

Dazwischen lag das Referendum gegen die Ausweitung der Nacht- und Sonntagsarbeit in Tankstellenshops. Hier danke ich allen, die mit grossem Engagement gegen die Aufweichung der Bestimmungen zur Nachtarbeit angetreten sind. Leider reichte es nach einer erfolgreichen Unterschriftensammlung bei der Abstimmung nicht zum Sieg. Das Thema bleibt aber aktuell. Nach wie vor sind viele weitere Vorstösse und Gesetzesvorlagen unterwegs, die auf eine Erweiterung der Ladenöffnungs- oder sogar generell der Arbeitszeiten in der Nacht und am Sonntag abzielen. Diese Salamtaktik müssen wir stoppen und mit einer Offensive zugunsten einer GAV-Pflicht für Sonntagsarbeit bekämpfen.

Travail.Suisse brachte sich auch 2013 mehrmals mit eigenen Positionen nachdrücklich in die politische Diskussion ein. Angefangen mit einer Tagung zum Thema des Wiedereinstiegs ins Berufsleben nach einer längeren Familienphase, die im Februar stattfand und von vielen Fachpersonen besucht wurde. Zum gleichen Thema hat Travail.Suisse dann gegen ein Dutzend Vorstösse im Parlament veranlassen können, die die festgestellten Schwierigkeiten benennen und Lösungen verlangen.

Im Mai konnte Travail.Suisse zusammen mit dem KV Schweiz ein Positionspapier zur Altersvorsorge vorstellen. Unsere Haltung ist klar: Rentensenkungen kommen ebenso wenig in Frage wie eine generelle Rentenaltererhöhung, eine Senkung des Umwandlungssatzes muss kompensiert werden und die Erhöhung des Rentenalters für die Frauen ist nur möglich, wenn gleichzeitig eine soziale Abfederung der vorzeitigen Pensionierung erfolgt.

Im Juni hat unsere jährliche Managerlohnstudie ein weiteres Mal grosse mediale Aufmerksamkeit erfahren. Dies lag sicher nicht zuletzt am Zeitpunkt zwischen den Abstimmungen über die Abzockerinitiative und die 1:12-Initiative. Klar ist, dass selbst das klare Ja der Bevölkerung zur Abzockerinitiative bisher keine Spuren hinterlassen hat in den Salären der Managerkaste.

Im Herbst folgte ein weiteres Mal die Präsentation der Analyse zu den Gewinnen der Lebensversicherer in der beruflichen Vorsorge. Das Interesse an der Thematik nimmt zu. Bisher war Travail.Suisse damit vor allem in der Romandie präsent, jetzt ist das Thema auch in den Medien und der Öffentlichkeit der Deutschschweiz angekommen. Erfreut nahmen wir zur Kenntnis, dass der Bundesrat kurz nach unserer Medienkonferenz den Mindestzins erhöht hat. Dies wird 2014 den Arbeitnehmenden zugute kommen und ihre Altersguthaben um einige hundert Millionen Franken erhöhen. Im Weiteren stellen wir mit Genugtuung fest, dass sich auch in der Vorlage zur Altersvorsorge Vorschläge finden, wie die Gewinne der Lebensversicherer reduziert werden können. Erfolg braucht einen langen Atem!

Anlässlich einer weiteren Medienkonferenz im Oktober eröffnete Travail.Suisse mit einem Positionspapier zur Familienpolitik und den Ergebnissen einer

Studie zur Entwicklung der Familienfinanzen über die letzten zehn Jahre den Abstimmungskampf gegen die SVP-Familieninitiative und trug mit dazu bei, dass der familienpolitische Rückschritt verhindert werden konnte.

Auf der Geschäftsstelle von Travail.Suisse gab es ebenfalls mehrere gewichtige Änderungen. Zuallererst wurde im Februar die neue Internetseite vom Stapel gelassen und der überarbeitete visuelle Auftritt umgesetzt. Kurz danach hat Susanne Blank nach elf Jahren als Leiterin Wirtschaftspolitik eine neue berufliche Herausforderung als Chefredaktorin der «Volkswirtschaft» angenommen. Ihr danke ich noch einmal von ganzem Herzen für ihr langjähriges grosses Engagement. Gleichzeitig bin ich sehr glücklich, dass wir mit Gabriel Fischer einen hoch kompetenten und motivierten Nachfolger einstellen konnten. Ich freue mich auch, dass mit Linda Rosenkranz eine erfahrene und engagierte Fachfrau die Leitung der Kommunikation übernommen hat, Therese Schmid wird sich zukünftig auf eigenen Wunsch auf die administrativen Aufgaben konzentrieren.

Neue Gesichter bringen auch immer neuen Schwung. Auch aus diesem Grund schaue ich mit Zuversicht in die Zukunft von Travail.Suisse. Und danke allen, die mitgeholfen haben und auch zukünftig dazu beitragen werden, dass wir mit unseren Ideen und Vorstellungen der Arbeitswelt die Schweiz mitgestalten können!

Martin Flügel, Präsident

Marché du travail et prévoyance vieillesse: les grands défis

Assemblée des délégué-e-s: sous le signe de la prévoyance vieillesse

en plus des affaires statutaires, sur la révision de la prévoyance vieillesse lancée par le conseiller fédéral Alain Berset. Jürg Brechbühl, directeur de l'Office fédéral des assurances sociales, a donné des informations de première main sur l'intention du Conseil fédéral de présenter le 1^{er} et le 2^e pilier sous forme de paquet global et, ainsi mis en cohérence, de les soumettre à un processus de réforme. Une telle approche augmenterait les chances de trouver une solution aux défis posés à la prévoyance vieillesse par l'évolution démographique, sans qu'une dégradation radicale des prestations s'impose.

Matthias Kuert Killer, responsable de la politique sociale de Travail.Suisse, a souligné que notre organisation est ouverte à la discussion et prête à se pencher sur un tel processus de réforme. Mais il a aussi insisté sur le fait que dans cette approche il faut répondre à certaines conditions, notamment ne pas baisser les rentes et trouver des solutions permettant aux personnes à faible revenu de quitter la vie active avant l'âge légal si leur état de santé ou leur situation professionnelle l'exige. De plus, une éventuelle élévation de l'âge de la retraite des femmes ne serait acceptable que si des améliorations en faveur des femmes étaient prévues ailleurs.

Après un débat nourri sur la réforme envisagée de la prévoyance vieillesse, les délégué-e-s ont adopté trois résolutions sur trois autres thèmes d'actualité: le respect des droits syndicaux, un renforcement

L'Assemblée des délégué-e-s a eu lieu le 3 mai 2013 à Berne. Elle s'est penchée,

des mesures d'accompagnement en lien avec la libre circulation des personnes et le refus de l'introduction du travail du dimanche et de nuit au niveau national.

Comité: nombreux thèmes brûlants

du Comité de Travail.Suisse en 2013: Martin Flügel (président), la conseillère nationale Josiane Aubert (vice-présidente), Eric Dubuis (vice-président, Hotel & Gastro Union); Kurt Regotz, Arno Kerst, Chantal Hayoz Clément, Sabine Hunger et Joël Mugny (tous Syna); Meinrado Robbiani et Lorenzo Jelmini (les deux OCST); Urs Masshardt et Hanspeter Göldi (les deux Hotel & Gastro Union); Robert Métrailler et Janine Wicki (les deux transfair); Patrik Chabbey (SCIV); Gaston Wolf (fh-ch); Paul Mösch (FPE); Michèle Kaufmann-Meyer (ARLD, petites associations); Rudolf Henes (associations régionales). Franziska Theiler (organisation d'entraide Brücke • Le pont) a aussi participé aux séances du Comité, mais sans droit de vote.

Le Comité a traité divers thèmes au cours de ses séances, il a débattu plusieurs fois des mesures d'accompagnement en lien avec la libre circulation des personnes et de leur application, mais aussi de leur renforcement. La flexibilisation croissante des horaires de travail, en particulier dans le commerce de détail, la prévoyance vieillesse, l'assurance-invalidité, la politique familiale et la politique appliquée en matière de formation professionnelle et de perfectionnement ont aussi été au cœur des discussions

Les membres suivants ont pris part aux délibérations

du Comité de Travail.Suisse. Les consignes de vote relatives aux votations populaires (cf. chapitre 8) relevaient également du Comité.

La séance spéciale du Comité a eu lieu à Thoune. Outre la planification annuelle, le Comité s'est penché, sous la conduite de Claude Longchamp, responsable de l'Institut de recherche gfs, sur les objectifs et retombées d'une initiative populaire.

Commissions: une nouvelle commission, celle des jeunes

de Travail.Suisse, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013. C'est sur ce fondement que ladite commission s'est constituée et que son premier président, Jordan Kestle de Hotel & Gastro Union a été élu. Les jeunes ont appelé leur commission Jeunesse.Suisse et une première réunion importante a eu lieu le 12 octobre 2013 à Olten: le premier Conseil national de la jeunesse. Des règlements y ont été approuvés, des membres y ont été élus et des thèmes à traiter dans les cours de 2014 y ont été proposés. Une résolution relative à la «Prévoyance vieillesse 2020» a en outre été discutée et adoptée.

Un règlement relatif à la commission des jeunes, approuvé par le Comité

Bureau exécutif: importants changements parmi le personnel

La nomination de Susanne Blank au Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) a

Arbeitsmarkt und Altersvorsorge: die grossen Herausforderungen

Delegiertenversammlung: Im Zeichen der Altersvorsorge

Die Delegiertenversammlung fand am 3. Mai 2013 in Bern statt. Neben den statutarischen

Geschäften war sie der Revision der Altersvorsorge gewidmet, die von Bundesrat Alain Berset eingeleitet worden ist. Jürg Brechbühl, Direktor des Bundesamtes für Sozialversicherungen, informierte aus erster Hand über die Absicht des Bundesrates, 1. und 2. Säule als Gesamtpaket und damit aufeinander abgestimmt einem Reformprozess zu unterziehen. Mit diesem Ansatz stiegen die Chancen, ohne einschneidende Leistungsverschlechterungen eine Lösung auf die demografische Herausforderung zu finden, welche die Altersvorsorge zu bewältigen hat.

Matthias Kuert Killer, Leiter Sozialpolitik, zeigte von Seiten von Travail.Suisse Diskussionsbereitschaft auf, auf einen solchen Reformprozess einzusteigen. Er wies aber auch darauf hin, dass dabei gewisse Bedingungen erfüllt werden müssen. So dürfe es namentlich nicht zu Rentensenkungen kommen, und es müssen Lösungen gefunden werden, damit auch Personen mit tiefen Einkommen vorzeitig aus dem Erwerbsleben ausscheiden können, wenn ihr Gesundheitszustand oder ihre Erwerbssituation dies erfordert. Auch eine allfällige Erhöhung des Rentenalters der Frauen sei nur akzeptabel, wenn anderweitig Verbesserungen zugunsten der Frauen vorgesehen sind.

Nach einem angeregten Austausch zu den Reformplänen in Sachen Altersvorsorge verabschiedeten die Delegierten drei Resolutionen zu weiteren aktuellen Themen. Im Zentrum dieser Resolutionen standen die Einhaltung der Gewerkschaftsrechte,

eine Verstärkung der flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr und die Verhinderung der flächendeckenden Einführung von Sonntags- und Nachtarbeit.

Vorstand: Viele brennende Themen

Folgende Mitglieder wirkten 2013 im Vorstand von Travail.Suisse mit: Martin Flügel (Präsident), Nationalrätin Josiane Aubert

(Vizepräsidentin), Eric Dubuis (Vizepräsident, Hotel & Gastro Union); Kurt Regotz, Arno Kerst, Chantal Hayoz Clément, Sabine Hunger und Joël Mugny (alle Syna); Meinrado Robbiani und Lorenzo Jelmini (beide OCST); Urs Masshardt und Hanspeter Göldi (beide Hotel & Gastro Union); Robert Métrailler und Janine Wicki (beide transfair); Patrik Chabbey (SCIV); Gaston Wolf (fh-ch); Paul Mösch (VPE); Michèle Kaufmann-Meyer (ARLD, kleine Verbände); Rudolf Henes (regionale Vereinigungen). An den Zusammenkünften des Vorstandes nahm jeweils (ohne Stimmrecht) auch Franziska Theiler (Hilfswerk Brücke • Le pont) teil.

Inhaltlich befasste sich der Vorstand mit einer Vielzahl von Themen. An mehreren Sitzungen diskutiert wurden unter anderem die flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr sowohl was ihre Umsetzung, als auch was ihre Verstärkung betrifft. Auch die zunehmende Flexibilisierung der Arbeitszeiten vor allem im Detailhandel, die Altersvorsorge, die Invalidenversicherung, die Familienpolitik oder die Berufsbildungs- und Weiterbildungspolitik waren mehrmals Thema im Vorstand von Travail.Suisse. In die Kompetenz des Vorstandes fiel zudem



Der Vorstand von Travail.Suisse bei der Arbeit.

Le comité de Travail.Suisse au travail.

die Parolenfassung zu den Volksabstimmungen (vgl. Kapitel 8).

Seine Klausursitzung hielt der Vorstand in Thun ab. Neben der Jahresplanung widmete er sich im Rahmen dieser Sitzung unter der Leitung von Claude Longchamp, Leiter des gfs-Forschungsinstituts, den Zielen und Wirkungen einer Volksinitiative.

Kommissionen: Jugendkommission neu konstituiert

Auf den 1. Januar 2013 trat ein vom Vorstand genehmigtes Reglement für die Travail.Suisse-Jugendkommission in Kraft. Auf dieser Basis hat sich die Jugendkommission

été synonyme d'un changement marquant pour le Bureau exécutif de Travail.Suisse. Susanne Blank y a été responsable pendant onze ans de la politique économique et durant cette période elle s'est occupée de dossiers importants pour les travailleurs et travailleuses. Un successeur convaincant a été trouvé en la personne de Gabriel Fischer; il dispose d'une expérience de plusieurs années acquise dans d'autres organisations de travailleurs et travailleuses. Linda Rosenkranz est nouveau membre du Bureau exécutif de Travail.Suisse. Comme spécialiste expérimentée de la communication, elle dirigera à l'avenir ce domaine à Travail.Suisse. Elle s'occupe de la communication et des campagnes.

La composition actuelle du Bureau exécutif est donc la suivante: Martin Flügel (président et directeur du bureau exécutif), Valérie Borioli Sandoz (responsable de la politique d'égalité), Gabriel Fischer (responsable de la politique économique), Matthias Kuert Killer (responsable de la politique sociale), Linda Rosenkranz (responsable de la communication), Therese Schmid (responsable de l'administration), Erich Tschirky (responsable des finances), Denis Torche (responsable de la politique de migration, de la politique d'énergie et environnementale, de la politique fiscale et financière, de la politique extérieure), Bruno Weber-Gobet (responsable de la politique de formation) et Angela Zihler (cheffe de projet).

Sur le plan administratif, le Bureau exécutif est épaulé par Aline Meyer et Chantal Gagnebin, comme c'était déjà le cas au cours de l'année sous revue.

Dario Bucheli a effectué en 2013 un stage chez Travail.Suisse au cours duquel il était chargé du suivi des chiffres les plus récents en lien avec les salaires des managers des plus importantes entreprises cotées en bourse.



Martin Flügel, Président

Martin Flügel, Präsident



*Gabriel Fischer,
responsable politique
économique*

*Gabriel Fischer,
Leiter Wirtschaftspolitik*



*Matthias Kuert Killer,
responsable politique sociale*

*Matthias Kuert Killer,
Leiter Sozialpolitik*

neu konstituiert. Zum ersten Präsidenten wurde Jordan Kestle von der Hotel & Gastro Union gewählt. Die Jugendlichen gaben ihrer Kommission den Namen Jeunesse.Suisse. Eine erste grössere Veranstaltung fand am 12. Oktober 2013 in Olten statt: der erste nationale Jugendrat. Anlässlich dieses Jugendrats wurden die Reglemente verabschiedet, die Gremien gewählt und Themen für die Kurse 2014 vorgeschlagen. Zudem wurde eine Resolution zum Thema «Altersvorsorge 2020» diskutiert und angenommen.

**Geschäftsleitung:
Bedeutende personelle
Veränderungen**

Die Geschäftsleitung erfuhr mit dem Wechsel von Susanne Blank ins Staatssekretariat

für Wirtschaft (Seco) eine bedeutende Änderung. Susanne Blank hatte während elf Jahren die Leitung des Dossiers Wirtschaftspolitik inne und in dieser Zeit viele für die Arbeitnehmenden wichtige Geschäfte begleitet. Mit Gabriel Fischer wurde ein überzeugender Nachfolger gefunden, der über eine mehrjährige Erfahrung in anderen Arbeitnehmerorganisationen verfügt. Neu in der Geschäftsleitung von Travail.Suisse ist zudem Linda Rosenkranz. Sie wird als erfahrene Kommunikationsfachfrau bei Travail.Suisse den entsprechenden Bereich künftig leiten.

Die Geschäftsleitung setzt sich damit heute wie folgt zusammen: Martin Flügel (Präsident und Geschäftsleiter), Valérie Borioli Sandoz (Leiterin Gleichstellungspolitik), Gabriel Fischer (Leiter Wirtschaftspolitik), Matthias Kuert Killer (Leiter Sozialpolitik), Linda Rosenkranz (Leiterin Kommunikation), Therese

Schmid (Leiterin Administration), Erich Tschirky (Finanzverantwortlicher), Denis Torche (Leiter Migrationspolitik, Energie- und Umweltpolitik, Steuer- und Finanzpolitik, Aussenpolitik), Bruno Weber-Gobet (Leiter Bildungspolitik) und Angela Zihler (Projektleiterin).

In administrativer Hinsicht wird die Geschäftsleitung durch Aline Meyer sowie Chantal Gagnebin unterstützt, wie dies auch im Berichtsjahr der Fall war.

Dario Bucheli arbeitete 2013 im Rahmen eines Praktikums bei Travail.Suisse die neusten Zahlen in Bezug auf die Löhne der Manager der grössten börsenkotierten Unternehmen auf.

*Valérie Borioli Sandoz,
Leiterin Gleichstellungspolitik*



*Valérie Borioli Sandoz,
responsable politique d'égalité*

*Bruno Weber,
Leiter Bildungspolitik*



*Bruno Weber,
responsable politique
de formation*

*Therese Schmid,
Leiterin Administration*



*Therese Schmid,
responsable administration*



*Linda Rosenkranz,
responsable de la
communication*

*Linda Rosenkranz,
Leiterin Kommunikation*



*Denis Torche,
responsable politique de
migration, politique extérieure,
politique financière et fiscale et
politique environnementale*

*Denis Torche, Leiter Migra-
tions-, Umwelt-, Steuer- und
Aussenpolitik*



*Erich Tschirky,
responsable des finances*

*Erich Tschirky,
Finanzverantwortlicher*

Economie et marché du travail

Pression grandissante sur les salaires et les horaires de travail

L'économie suisse, sur la voie d'une solide croissance

difficile. Alors que la zone euro est marquée par une récession tenace depuis la crise financière et la crise de la dette, récession qui n'a pas encore pu être véritablement surmontée en 2013, la Suisse atteignait déjà au milieu de l'année 2010 le niveau qu'elle occupait avant la crise, et elle se trouve depuis cette date sur la voie d'une solide croissance. Les prévisions relatives à la croissance économique de la Suisse ont constamment été revues à la hausse, la croissance atteignant finalement 1.8 pour cent. L'économie intérieure et la consommation privée, alimentée par une immigration constante, demeurent les piliers de la conjoncture. Les perspectives sont plus mitigées en ce qui concerne le secteur de l'exportation et le tourisme.

Au cours des dernières années, l'économie suisse s'est relativement bien maintenue, malgré un contexte

Un nombre de sans- emploi en augmentation, malgré un bon développe- ment économique

au chômage en Suisse a certes diminué au cours du premier semestre, mais il a de nouveau augmenté au cours du second semestre. En moyenne annuelle, le taux de chômage en Suisse s'élevait à 3.2 pour-cent et atteignait à la fin de l'année 3.5 pour-cent. Ces deux taux correspondent à une augmentation d'environ 0.3 pour-cent par rapport à l'année précédente. A fin 2013, quelque 150 000 personnes étaient inscrites au chômage dans notre pays. Le solde de l'exercice 2013 est plus positif. En outre, grâce au déplafonnement du pour-cent de solidarité, on évalue l'excédent à 600 millions de francs, ce qui permet de continuer à réduire la dette de l'assurance-chômage.

Le marché du travail n'a pas pu suivre l'évolution positive de l'économie. Le nombre de personnes

Renforcer les mesures d'accompagnement

noncer étaient plus de 200 000 à travailler en Suisse, ce qui entraîne un risque accru de dumping salarial, en particulier dans les branches à faible rémunération. Pour Travail.Suisse, les mesures d'accompagnement doivent être améliorées afin de garantir à l'avenir aussi l'application des conditions de salaire et de travail usuelles en Suisse. Travail.Suisse, en soumettant quatre interventions parlementaires, s'est mobilisée en faveur d'une extension des conventions collectives de travail ou des contrats-types de travail fixant des salaires minimaux déclarés de force obligatoire, et en faveur de la simplification de l'extension du champ d'application. Le groupe de travail « Libre circulation des personnes et mesures sur le marché du travail », mis en place par le Conseil fédéral, où siège d'ailleurs

En 2012, pour la première fois, les salariés soumis à l'obligation de s'an-



Angela Zihler, Projektleiterin
Berufsbildung

Angela Zihler, cheffe de projet
formation professionnelle



Chantal Gagnebin,
Administration



Aline Meyer,
Administration

Wirtschaft und Arbeitsmarkt

Wachsender Druck auf Löhne und Arbeitszeiten

Schweizer Wirtschaft auf solidem Wachstumskurs

Die Schweizer Wirtschaft hat sich in den letzten Jahren in einem schwierigen Umfeld sehr gut gehalten. Während

der Euroraum seit der Finanz- und Schuldenkrise von einer anhaltenden Rezession geprägt ist, welche auch 2013 noch nicht ganz überwunden werden konnte, hat die Schweiz bereits Mitte 2010 das Vorkrisenniveau wieder erreicht und befindet sich seither auf einem soliden Wachstumskurs. Die Prognosen für das Wirtschaftswachstum in der Schweiz wurden laufend nach oben korrigiert. Das Wachstum belief sich schliesslich auf 1.8 Prozent. Weiterhin sind es die Binnenwirtschaft und der sich durch die anhaltende Zuwanderung verstärkende private Konsum, welche die Konjunktur massgeblich stützen. Durchzogener präsentiert sich das Bild bei der Exportwirtschaft und beim Tourismus.

Mehr Erwerbslose trotz guter wirtschaftlicher Entwicklung

Der Arbeitsmarkt konnte mit der positiven Wirtschaftsentwicklung nicht mithalten. Zwar reduzierte sich im ersten Halbjahr die Zahl der Arbeitslosen in der Schweiz, um dann allerdings im zweiten Halbjahr wieder anzusteigen. Im Jahresdurchschnitt betrug die Arbeitslosenquote in der Schweiz 3.2 Prozent, zum Jahresende lag sie bei 3.5 Prozent. Beides entspricht einer Zunahme zum Vorjahr von etwa 0.3 Prozent. Damit sind per Ende 2013 beinahe 150'000 Arbeitnehmende in der Schweiz als arbeitslos registriert. Positiver schliesst das Rechnungsjahr 2013. Auch dank der Deplafonierung beim Solidaritätsprozent dürfte es einen Ertragsüberschuss von rund 600 Millionen Franken geben, was einen weiteren Schuldenabbau bei der Arbeitslosenversicherung erlaubt.

Flankierende Massnahmen verstärken

2012 waren erstmals über 200'000 meldepflichtige Arbeitnehmende auf dem Schweizer Arbeitsmarkt tätig. Somit steigt das Risiko für Lohndumping, speziell in den Tieflohnbranchen. Für Travail.Suisse sind Verbesserungen bei den flankierenden Massnahmen notwendig, um auch zukünftig zu garantieren, dass in der Schweiz Schweizer Löhne und Arbeitsbedingungen gelten. Mit vier parlamentarischen Vorstössen hat sich Travail.Suisse für eine weitere Verbreitung von Gesamt- oder Normalarbeitsverträgen mit verbindlichen Mindestlöhnen und deren vereinfachte Allgemeinverbindlicherklärung eingesetzt. In der vom Bundesrat ins Leben gerufenen Arbeitsgruppe «Personenfreizügigkeit und Arbeitsmarktmassnahmen», in welcher auch Travail.Suisse Einsitz hat, sollen mit den Sozialpartnern weitere Verbesserungen beim Vollzug der flankieren-

Travail.Suisse, est chargé de trouver avec les partenaires sociaux d'autres améliorations dans la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et dans les conditions régissant l'extension du champ d'application des conventions collectives de travail. Le rapport sera présenté dans le courant de l'année 2014.

Maigres augmentations de salaire pour les travailleurs et travailleuses

Comme d'habitude, Travail.Suisse et ses fédérations

ont entamé la saison 2013 des négociations salariales avec des revendications différenciées. Dans une conférence de presse, en août, les prévisions économiques semblaient s'améliorer continuellement, des augmentations de salaire de 1 à 2 pour-cent ont été demandées. Les résultats ont oscillé entre le gel de la situation et des augmentations de salaire de 2.5 pour-cent. Les résultats se sont situés en moyenne autour de 1 pour-cent – du point de vue des travailleurs et travailleuses, le déroulement de ces négociations salariales est à peine satisfaisant.

Ces résultats sont quelque peu édulcorés par un renchérissement resté nul comme précédemment et un certain dynamisme autour des salaires minimaux, constaté par exemple dans la nouvelle convention collective de travail de la branche MEM ou chez certains détaillants.

Les salaires des managers continuent d'augmenter allègrement

Pour la neuvième fois de suite, Travail.Suisse s'est penchée sur les salaires des top

managers de 27 entreprises. En ce qui concerne les plus grandes entreprises, les rémunérations les plus élevées depuis la crise financière et la crise de la dette se sont maintenues en l'état, sans poursuivre la croissance débridée des années 2000. Mais, pour ce qui est des autres entreprises prises sous la loupe, on constate comme précédemment une forte augmentation des salaires des managers. Le thème des rémunérations abusives figurait sur la liste des thèmes politiques traités en 2013: l'électorat suisse a dit un non catégorique à l'initiative 1:12 pour des sa-

lares équitables après avoir dit un oui retentissant à l'initiative contre les rémunérations abusives. Reste à savoir si les instruments adéquats permettant d'endiguer les dérives en matière de salaires des managers existent vraiment.

Pression sur les horaires de travail

En 2013 aussi, une étape supplémentaire dans la libéralisation a été franchie

pour le commerce de détail. Certes, l'Alliance pour le dimanche a lancé un référendum contre la prolongation des heures d'ouverture des magasins des stations-service, mais l'électorat suisse, appelé à se prononcer le 22 septembre, a donné son feu vert à cette libéralisation. L'année prochaine aussi, avec la concrétisation des motions Lombardi et Abate, la question de la libéralisation des horaires de travail, en particulier dans le commerce de détail, va rester d'actualité.

Politique de l'égalité

Année de campagne pour faire connaître «mamagenda»

En 2013, la campagne pour faire connaître mamagenda.ch a battu son plein. Initiée en septembre 2012, elle a fait suite au projet d'origine (2009-2011) qui a permis de créer l'échéancier numérique en ligne et gratuit. Grâce au soutien du Bureau fédéral pour l'égalité entre femmes et hommes, cette campagne se poursuivra jusqu'en juin 2014.

Les moments forts de la campagne ont été la tenue d'un stand au Salon du mariage en février et au Salon BabyPlanet en novembre, tous les deux à Beaulieu-Lausanne. Ces deux salons sont fréquentés par de jeunes couples qui seront ou sont déjà confrontés avec le défi de la conciliation entre activité professionnelle et vie de famille.

Tous les membres du Bureau de Travail.Suisse ont prêté main forte pour se succéder durant les trois jours qu'a duré chacun des salons. Le stand a été bien fréquenté. Un petit concours à gain immédiat a permis aux personnes de connaître le site internet: à chacun des salons, nous avons distribué près de 300 plaques de chocolat et autant de paquets de

den Massnahmen und bei den Voraussetzungen der Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen erreicht werden. Der Bericht soll im Verlauf des Jahres 2014 vorliegen.

Kleine Lohnerhöhungen für Arbeitnehmende

Wie gewohnt stiegen Travail.Suisse und die angeschlossenen

Verbände mit differenzierten Lohnforderungen in den Lohnherbst 2013. An einer Medienkonferenz im August wurden unter dem Eindruck der sich kontinuierlich verbessernden Wirtschaftsaussichten Lohnerhöhungen zwischen 1 und 2 Prozent gefordert. Die Ergebnisse variierten schliesslich von Nullrunden bis zu Lohnerhöhungen von 2.5 Prozent. Durchschnittlich lagen die Ergebnisse dabei im Bereich von einem Prozent; die Lohnrunde 2013 ist somit aus Sicht der Arbeitnehmenden nur knapp zufriedenstellend verlaufen. Etwas verbessert wird das Ergebnis durch

die nach wie vor existierende Nullteuerung und eine gewisse Dynamik bei den Mindestlöhnen, welche sich zum Beispiel im neuen Gesamtarbeitsvertrag der MEM-Branche oder bei einigen Detailhändlern zeigte.

Managerlöhne wachsen munter weiter

Zum neunten Mal in Folge hat Travail.Suisse die Löhne der Topmanager in 27

Unternehmen untersucht. Bei den grössten Unternehmen haben sich die höchsten Entschädigungen seit der Finanz- und Schuldenkrise auf hohem Niveau eingependelt, ohne das explosionsartige Wachstum der Nullerjahre fortzusetzen. Bei den restlichen untersuchten Unternehmen zeigt sich aber nach wie vor ein starkes Wachstum der Managerlöhne. Das Thema der Abzocker stand 2013 auch auf der politischen Themenliste. Das Schweizer Stimmvolk liess einem wuchtigen Ja zur Abzockerinitiative ein klares

Nein zur 1:12-Initiative folgen. Ob damit die richtigen Instrumente zur Eindämmung der Auswüchse bei den Managerlöhnen vorliegen, wird sich zeigen müssen.

Druck auf Arbeitszeiten

2013 stand auch im Zeichen eines weiteren Liberalisierungsschritts beim Detailhandel. Gegen die Verlängerung der Öffnungszeiten bei den Tankstellenshops

wurde zwar von der Sonntagsallianz erfolgreich das Referendum ergriffen. In der Volksabstimmung vom 22. September wurde dann aber die Liberalisierung durch die Schweizer Stimmbevölkerung deutlich gutgeheissen. Auch im nächsten Jahr wird mit der Umsetzung der Motionen Lombardi und Abate die Liberalisierung der Arbeitszeiten, insbesondere im Detailhandel, weiter aktuell bleiben.

Gleichstellungspolitik

Kampagnenjahr zur Bekanntmachung von «mamagenda»

2013 lief die Kampagne zur Bekanntmachung von mamagenda.ch auf Hochtouren. Sie wurde im September 2012 lanciert und setzte das ursprüngliche Projekt (2009-2011) fort, mit dem die kostenlose digitale Online-Agenda entwickelt worden war. Dank der Unterstützung des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann läuft diese Kampagne noch bis Juni 2014.

Höhepunkte der Kampagne waren die Stände in der Expo Beaulieu Lausanne an der Hochzeitsmesse im Februar und beim Salon BabyPlanet im Novem-

ber. Die beiden Ausstellungen richteten sich an junge Paare, die mit der Herausforderung konfrontiert sind, Berufs- und Familienleben unter einen Hut zu bringen.

Alle Mitarbeitenden der Geschäftsstelle von Travail.Suisse engagierten sich und wechselten sich bei der Betreuung der Stände während der je dreitägigen Ausstellungen ab. Die Stände waren gut besucht. Ein kleiner Wettbewerb mit Sofortgewinnen sollte dem Publikum die Website näher bringen: An beiden Ausstellungen wurden jeweils gegen 300 Tafeln Schokolade und nochmals so viele Päckchen

Papiertaschentücher mit dem Logo von «mamagenda.ch» verteilt.

Hinzu kamen zahlreiche weitere Aktivitäten wie die Beilage der Broschüre über mamagenda in den meisten Zeitschriften der grosse Mitgliedsverbände von Travail.Suisse (Syna, transfair, Hotel & Gastro Union) sowie die Veröffentlichung eines entsprechenden Artikels, ebenso wie in weiteren Fachpublikationen (KV Context, SKO Leader, Le Cafetier usw.).

Weitergeführt hat Travail.Suisse die Mitarbeit am Projekt des Mitgliedsverbands OCST, der eine italie-

mouchoirs en papier, estampillés à l'effigie de mamagenda.ch.

De nombreuses autres activités ont pu être réalisées, notamment l'insertion de la brochure consacrée à mamagenda dans la plupart des magazines publiés par les grandes fédérations de Travail.Suisse (Syna, transfair, Hotel & Gastro Union), ainsi que la publication d'un article. D'autres publications spécialisées ont fait de même (Le Cafetier, Context SEC, Leader ASC, etc.).

Travail.Suisse a poursuivi sa collaboration au projet de l'une de ses associations membres, l'OCST, qui prépare une version en italien du mamagenda.

En fin de compte, il a été possible de trouver deux nouveaux sponsors principaux pour les années 2014 à 2017, Syna et la Fondation Ernst-Göhner-Stiftung. Nous avons aussi obtenu le soutien de plusieurs partenaires qui nous ont accordé des contributions plus petites.

Retour à la vie active – une base solide appelant des mesures politiques

Le projet «Expérience ReProf» a pris fin en mars avec un constat de réussite.

Depuis la fin 2011 jusqu'au début 2013, il a examiné la situation des personnes candidates au retour à la vie active. Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI a soutenu financièrement ce projet. La transmission des connaissances et un travail de sensibilisation étaient au cœur de la phase ultime. La direction du projet a rédigé un rapport final présentant les résultats de cette enquête et des recommandations relatives à la formation et à l'intégration dans le marché du travail.

La direction du projet a organisé en parallèle une journée d'étude, le 28 février 2013. Les responsables du projet, Valérie Borioli Sandoz et Angela Zihler, ont présenté les résultats de leur recherche,

puis les personnes participant à cette journée ont discuté dans des groupes de travail quelques bons exemples issus de la pratique. Pour terminer, Josiane Aubert, vice-présidente de Travail.Suisse et membre de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture, a présenté des revendications visant à faciliter le retour à la vie active après une longue interruption.

Cette journée d'étude a attiré une bonne cinquantaine de spécialistes représentant divers milieux concernés et venant de toute la Suisse. Ces personnes se sont déclarées très satisfaites de cette journée. Le rapport final a été envoyé en mars à tous les acteurs concernés et des articles ont paru dans plusieurs médias. En mai, Angela Zihler a eu l'occasion de présenter à la Conférence intercantonale de la formation continue les résultats de cette enquête et les recommandations qui en découlent.

En mars, Valérie Borioli Sandoz présentait déjà le projet lors d'une rencontre de parlementaires. Des politiciens de toute obédience ont manifesté de l'intérêt pour cette thématique et, au cours de l'année, dix membres du Parlement déposaient leurs propres interventions sur ce même sujet.

Congé paternité et d'adoption: échoués d'une poignée de voix

L'enquête annuelle auprès des employeurs publics que sont les cantons et auprès des 25 plus

grandes villes de Suisse a été réalisée en début d'année sous une forme plus légère pour constater les modifications intervenues au niveau des congés parentaux accordés aux employés de la fonction publique.

Compte tenu du contexte autour de la votation sur l'article constitutionnel sur la famille, rejeté en votation populaire par une courte majorité des cantons, mais accepté par le peuple, Travail.Suisse n'a pas

organisé de conférence de presse pour présenter les résultats de son enquête. Toutefois, le dossier reste d'actualité et fait partie des revendications prioritaires de Travail.Suisse.

Au Parlement, ce n'est qu'une poignée de voix qui a fait échouer les motions de la fribourgeoise Valérie Piller Carrard et du tessinois Marco Romano, l'une demandant l'instauration d'un congé paternité payé de 20 jours, l'autre celle d'un congé d'adoption payé. Ce résultat a encouragé l'élu tessinois à revenir à la charge à la session d'automne avec une initiative parlementaire sur le congé d'adoption payé et égalitaire à répartir entre père et mère. Une nouvelle stratégie est en préparation au sein de Travail.Suisse dans le but de faire adopter un congé paternité payé.

Dialogue sur l'égalité des salaires: fin du projet pilote

Le projet commun «Dialogue sur l'égalité des salaires», un projet commun des partenaires so-

ciaux (Travail.Suisse, Union Syndicale Suisse, Union patronale et Union suisse des arts et métiers) et de la Confédération (Office fédéral de la Justice, Secrétariat d'Etat à l'économie, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes) s'est poursuivi, comme en 2012.

A la fin de l'année, 42 entreprises avaient ou étaient en train de vérifier les salaires versés sous l'angle du respect de l'égalité entre femmes et hommes. Ce résultat décevant – puisque l'objectif était de recruter 100 entreprises – a conduit les partenaires sociaux à ne pas vouloir prolonger le projet pilote, comme cela avait été prévu au départ. Le projet se terminera comme prévu à fin février 2014. Une structure légère subsistera au sein du Bureau fédéral pour l'égalité BFEG pour continuer d'offrir le soutien nécessaire jusqu'au bout aux entreprises inscrites.

A l'avenir, les partenaires sociaux se sont déclarés d'accord de continuer de s'engager en faveur de

nische Version der mamagenda vorbereitet.

Schliesslich konnten mit der Syna und der Ernst-Göhner-Stiftung zwei neue Hauptsponsoren für 2014 bis 2017 gefunden werden. Weiter war es möglich, mehrere Partner mit kleineren Beiträgen zu gewinnen.

Wiedereinstieg – eine solide Grundlage für politische Massnahmen

Das Projekt «Expérience Re-Prof» konnte im März erfolgreich abgeschlossen

werden. Das Projekt lief von Ende 2011 bis Anfang 2013 und untersuchte die Situation von Wiedereinsteigenden. Das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI unterstützte das Projekt finanziell. In der letzten Phase standen die Wissensvermittlung und die Öffentlichkeitsarbeit im Zentrum. Die Projektleitung erstellte einen Schlussbericht, der die Ergebnisse der Untersuchung darlegte und im Bereich der Bildung und Arbeitsmarktintegration Empfehlungen formulierte.

Gleichzeitig organisierte die Projektleitung eine Fachtagung, die am 28. Februar 2013 stattfand. Die Projektleiterinnen Valérie Borioli Sandoz und Angela Zihler stellten die Resultate des Projekts vor. Dann diskutierten die Teilnehmenden in Arbeitsgruppen gute Beispiele aus der Praxis. Als Schlusspunkt stellte Nationalrätin Josiane Aubert, Vizepräsidentin von Travail.Suisse und Mitglied der nationalrätlichen Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur, Forderungen auf, um Wiedereinsteigenden die Rückkehr ins Berufsleben zu erleichtern.

An der Tagung nahmen mehr als fünfzig Personen aus den betroffenen Fachbereichen und allen Landesteilen teil. Die Teilnehmenden äusserten sich sehr zufrieden mit der Tagung. Der Schlussbericht wurde im März an die beteiligten Akteure versandt, und es erschienen redaktionelle Beiträge in mehreren Medien. Angela Zihler konnte im Mai

die Resultate der Recherche mit ihren Empfehlungen der Interkantonalen Konferenz für Weiterbildung IKW vorstellen.

Bereits im März präsentierte Valérie Borioli Sandoz das Projekt an einem Parlamentariertreffen. Politikerinnen und Politiker aus verschiedenen Parteien zeigten sich interessiert. Rund zehn Parlamentsmitglieder haben im Verlauf des Jahres eigene Vorstösse zur Thematik eingereicht.

Vaterschafts- und Adoptionsurlaub: Es fehlte eine Handvoll Stimmen

Die jährliche Umfrage bei den öffentlichen Arbeitgebern – bei den

Kantonen und den 25 grössten Schweizer Städten – wurde in einer gekürzten Form Anfang Jahr durchgeführt, um in Erfahrung zu bringen, welche Änderungen es für Angestellte der öffentlichen Hand beim Vaterschaftsurlaub gab.

Weil in diesem Zeitraum die Abstimmung über den Verfassungsartikel zur Familienpolitik stattfand, organisierte Travail.Suisse keine Medienkonferenz zur Präsentation der Umfrageergebnisse. Das Dossier hat jedoch nichts an Aktualität eingebüsst und gehört zu den prioritären Forderungen von Travail.Suisse.

Im Parlament fehlte nur eine Handvoll Stimmen zur Annahme der Motionen der Freiburgerin Valérie Piller Carrard, die einen bezahlten Vaterschaftsurlaub von 20 Tagen forderte, und des Tessiners Marco Romano über einen bezahlten Adoptionsurlaub. Das Ergebnis hat den Tessiner Volksvertreter dazu ermutigt, in der Herbstsession nachzuhaken: Er lancierte eine parlamentarische Initiative für einen bezahlten Adoptionsurlaub, den sich Vater und Mutter teilen. Travail.Suisse erarbeitet derzeit eine neue Strategie mit dem Ziel, einem bezahlten Vaterschaftsurlaub zum Durchbruch zu verhelfen.

Lohngleichheitsdialog: Ende des Pilotprojekts

Der «Lohngleichheitsdialog», ein gemeinsames Projekt der Sozialpartner

(Travail.Suisse, Schweizerischer Gewerkschaftsbund, Schweizerischer Arbeitgeberverband und Schweizerischer Gewerbeverband) und des Bundes (Bundesamt für Justiz, Staatssekretariat für Wirtschaft, Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann) wurde wie bereits 2012 weitergeführt.

Ende Jahr hatten 42 Unternehmen eine Analyse zur Frage, ob ihre Löhne den Anspruch nach Gleichberechtigung von Frauen und Männern erfüllen, abgeschlossen oder gestartet. Dieses enttäuschende Ergebnis – Ziel war es, 100 Unternehmen zu rekrutieren – veranlasste die Sozialpartner, das Pilotprojekt entgegen ihrer ursprünglichen Absicht nicht zu verlängern. Es wird somit wie geplant Ende Februar 2014 beendet. Reduzierte Kapazitäten werden wei-

Vaterschaftsurlaub: Die Zustimmung im Parlament wird immer grösser.

Congé paternité: le Parlement y est de plus en plus favorable.



l'auto-contrôle des entreprises sur la base du partenariat social. De son côté, le Parlement a désormais la voie libre pour adopter enfin des mesures contraignantes sanctionnant le non respect des dispositions constitutionnelles et légales en matière d'égalité salariale.

Conciliation activité professionnelle et «care» aux proches – nouveau projet en gestation

Pour faire suite à la résolution en trois points prise par l'Assemblée des délégués de mai 2012

consacrée au thème de la conciliation du travail et des soins apportés aux proches, l'année 2013 a permis de concevoir le nouveau projet d'envergure de Travail.Suisse.

Le projet sera déposé en janvier 2014 auprès du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes pour obtenir une aide financière. Il a déjà reçu le soutien de plusieurs experts dans le domaine. Ce projet a pour ambition de combler une lacune importante pour les proches aidants: la création d'une plateforme nationale d'informations en ligne. Si le projet est accepté, il devrait pouvoir démarrer à la mi-2014.

Politique sociale

Réformes programmées, réformes contrariées

Prévoyance vieillesse 2020: travail de persuasion autour du paquet de réformes

L'année 2013 a été marquée par la réforme à venir «Prévoyance vieillesse 2020». Avant que le

Conseil fédéral ne présente en juin les lignes directrices de cette réforme, Travail.Suisse a débattu des diverses positions, dans le cadre de l'Assemblée des délégué·e·s, avec le directeur de l'Office fédéral des assurances sociales, Monsieur Jürg Brechbühl. Puis en mai – toujours avant que le Conseil fédéral ne ficelle son paquet – Travail.Suisse a publié avec la SEC Suisse ses positions et exigences relatives à une prévoyance vieillesse viable. La qualité de vie de la population doit figurer au premier plan dans la future approche globale du 1er et du 2e pilier. La garantie des niveaux de rente en est l'élément déterminant. Travail.Suisse a démontré que les rentes sont trop basses et que, de ce fait, il est impossible de les revoir à la baisse. Travail.Suisse a aussi mis le doigt sur les actuelles contradictions qui caractérisent le 2e pilier et érodent la confiance des assurés. Année après année, plus d'un demi-milliard de francs atterrit dans les poches des assureurs vie avides de gains. Travail.Suisse a en outre insisté sur le fait que l'âge de la retraite ne peut être relevé, compte tenu des réalités du marché du travail. Aujourd'hui déjà, il est difficile pour les travailleurs et travailleuses d'un certain âge de pouvoir travailler jusqu'à l'âge de la retraite. Travail.Suisse pense que la garantie de la bonne santé de l'AVS passant par un financement supplémentaire doit être au centre de la réforme de la prévoyance vieillesse. Travail.Suisse propose donc

un mécanisme qui prévoit une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée lorsque la situation des finances de l'AVS devient critique. Travail.Suisse considère cette hausse de la taxe sur la valeur ajoutée comme un sacrifice indispensable à une AVS saine. Travail.Suisse pense aussi qu'il faut accorder une place importante dans le paquet global à une meilleure prise en charge par la prévoyance professionnelle du travail à temps partiel.

Travail.Suisse a pu présenter ses positions lors d'une entrevue avec le conseiller fédéral Alain Berset et les dirigeants de l'Office fédéral des assurances sociales, ainsi qu'à un comité de suivi spécialement mis en place en vue de la réforme. En novembre, le Conseil fédéral a ensuite concrétisé son projet et l'a envoyé en procédure de consultation. Travail.Suisse apprécie le fait que dans ce projet les rentes sont garanties même en cas de baisse du taux de conversion minimal et elle considère les propositions du Conseil fédéral comme une bonne base de discussion. Travail.Suisse apprécie aussi la place donnée à la retraite flexible, à une meilleure assurance du travail à temps partiel et à l'orientation donnée aux mesures visant à endiguer les gains excessifs des assureurs vie dans le 2e pilier. Le Conseil fédéral doit apporter des améliorations en ce qui concerne l'amortissement social de la retraite flexible. Quant au retrait de la Confédération du financement de l'AVS ainsi qu'au mécanisme d'intervention prévoyant une réduction automatique des prestations, ils n'ont rien à faire dans le paquet de réformes.

Juste avant et après la publication du projet mis en consultation, Travail.Suisse a effectué auprès des fédérations affiliées un vaste travail d'information

terhin im Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann EBG zur Verfügung stehen und gewährleisten, dass die angemeldeten Unternehmen bis zum Schluss die notwendige Unterstützung erhalten.

Die Sozialpartner haben sich bereit erklärt, sich weiterhin für die Autokontrolle der Betriebe auf der Grundlage der Sozialpartnerschaft einzusetzen. Das Parlament seinerseits muss jetzt endlich verbindliche Massnahmen verabschieden, um gegen die Nichteinhaltung der Verfassungs- und Gesetzesbestimmungen im Bereich der Lohngleichheit vorzugehen.

Vereinbarkeit von Berufstätigkeit und «Care» für Angehörige – neues Projekt in Vorbereitung

Auf der Grundlage der drei Punkte umfassenden Resolution, welche die Delegiertenversammlung

im Mai 2012 zur Vereinbarkeit von Beruf und Pflege von Angehörigen verabschiedet hatte, entwickelte Travail.Suisse 2013 ein neues Projekt, das im Januar 2014 beim Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann für einen Unterstützungsbeitrag eingereicht wurde. Mitgetragen wird es bereits von verschiedenen Fachleuten aus diesem Bereich. Ziel ist es, eine bedeutende Lücke für Personen zu schliessen, die Angehörige pflegen. Dazu wird eine schweizweite Online-Informationsplattform geschaffen. Falls das Projekt gutgeheissen wird, dürfte es Mitte 2014 anlaufen.

Sozialpolitik

Geplante und geplatze Reformen

Altersvorsorge 2020: Überzeugungsarbeit rund um das grosse Reformpaket

2013 stand im Zeichen der bevorstehenden Reform «Altersvorsorge 2020». Bevor der Bundesrat im Juni seine Eck-

punkte zur Reform der Altersvorsorge präsentierte, diskutierte Travail.Suisse im Rahmen der Delegiertenversammlung mit dem Direktor des Bundesamtes für Sozialversicherungen, Jürg Brechbühl, die verschiedenen Standpunkte. Im Mai – immer noch bevor der Bundesrat seine Pflöcke einschlug – veröffentlichte Travail.Suisse zusammen mit dem KV Schweiz seine Positionen und Forderungen für eine zukunftsfähige Altersvorsorge. Im Vordergrund muss bei der künftigen Gesamtbetrachtung von 1. und 2. Säule die Erhaltung der Lebensqualität der Bevölkerung stehen. Entscheidend dafür ist die Sicherung der Rentenhöhen. Travail.Suisse zeigte auf, dass die Renten zu tief sind, als dass sie gekürzt werden könnten. Weiter machte Travail.Suisse auf die heute bestehenden Widersprüche in der 2. Säule aufmerksam, welche das Vertrauen der Versicherten unterwandern. Jahr für Jahr fließt mehr als eine halbe Milliarde Franken in die Taschen der gewinnorientierten Lebensversicherer. Travail.Suisse wies zudem darauf hin, dass das Rentenalter nicht an den Realitäten des Arbeitsmarkts vorbei erhöht werden kann. Bereits heute haben ältere Arbeitnehmende beträchtliche Mühe, überhaupt bis zum gesetzlichen Rentenalter arbeiten zu können. Im Zentrum der Altersreform 2020 muss für Travail.Suisse die Sicherung der AHV-Finzen über eine Zusatzfinanzierung stehen. Travail.Suisse schlägt dabei einen Mechanismus vor, welcher die

Mehrwertsteuer erhöht, wenn die AHV-Finzen unter Druck geraten. Eine Erhöhung der Mehrwertsteuer ist für Travail.Suisse ein Opfer, das für eine sichere AHV zu bringen ist. Einen wichtigen Platz im Gesamtpaket muss für Travail.Suisse auch die bessere Versicherung der Teilzeitarbeit in der beruflichen Vorsorge einnehmen.

Travail.Suisse konnte seine Positionen im direkten Gespräch mit Bundesrat Berset und der Spitze des Bundesamts für Sozialversicherungen sowie auch in einem eigens für die Reform zusammengestellten Begleitausschuss einbringen. Im November konkretisierte der Bundesrat dann die Vorlage und gab sie in die Vernehmlassung. Travail.Suisse begrüsst, dass mit der Vorlage die Renten auch bei einer Senkung des Mindestumwandlungssatzes gesichert werden sollen und sieht die Vorschläge des Bundesrats als gute Diskussionsgrundlage an. Begrüsst wird der Ansatz der flexiblen Pensionierung, die bessere Versicherung der Teilzeitarbeit wie auch die Stossrichtung der Massnahmen gegen die überhöhten Gewinne der Lebensversicherer in der 2. Säule. Nachbessern muss der Bundesrat bei der sozialen Abfederung der flexiblen Pensionierung. Ausserdem haben der Rückzug des Bundes aus der AHV-Finanzierung sowie ein Interventionsmechanismus, welcher automatische Leistungskürzungen vorsieht, im Reformpaket nichts zu suchen.

Unmittelbar vor und nach der Veröffentlichung der Vernehmlassungsvorlage leistete Travail.Suisse bei den angeschlossenen Verbänden im Rahmen von zahlreichen Referaten umfangreiche Informations- und Sensibilisierungsarbeit für das Thema Altersvorsorge. Auch konnten bei verschiedenen Auftritten

et de sensibilisation, dans le cadre de nombreuses interventions traitant le thème de la prévoyance vieillesse. Il lui a aussi été possible de défendre ses points de vue et positions lors de rencontres avec les instances du PDC et du PS. Le processus de réforme de longue haleine a ainsi été mis sur les rails en 2013. Travail.Suisse va continuer de tout mettre en œuvre pour que le paquet global soit finalement cohérent.

**Prévoyance professionnelle:
des gains excessifs à combattre encore et toujours**

manières dans la lutte contre les gains excessifs des compagnies d'assurance vie. Des entretiens ont eu lieu régulièrement avec divers représentants des assureurs et la Finma; ces entretiens ont permis de démontrer aux assureurs que leur pratique actuelle est inacceptable. L'organisation faitière a aussi démontré dans une analyse que les primes de risque beaucoup trop élevées que payent les travailleurs et travailleuses alimentent entre autres les gains des assureurs. Politiciens et public ont aussi pris conscience de ce problème suite à un reportage de la télévision suisse romande. C'est grâce à l'inlassable activité déployée par Travail.Suisse que figurent dans le paquet de réformes diverses mesures visant à mettre une limite aux gains encaissés dans le 2e pilier. Nous ne baissons pas les bras et maintenons la pression. En ce qui concerne le taux minimal, il a été possible de sortir de l'ornière. La ténacité des associations de travailleurs et travailleuses a permis d'atteindre une augmentation (encore trop) modeste. Travail.Suisse va poursuivre ses efforts afin que le troisième contribuant fournisse sa part dans le cadre de la prévoyance vieillesse.

Travail.Suisse a de nouveau pu faire entendre sa voix de diverses

**AI:
autre réforme contrariée**

système. Au cours du processus de réforme en lien avec le paquet de mesures 6b, il a été possible d'éviter la plupart des coupes dans les prestations. Mais, étant donné que quelques parlementaires voulaient à tout prix qu'un mécanisme d'intervention figure dans le projet, celui-ci a échoué à cause d'une alliance contre nature, bien qu'il ait finalement été modeste. Un fait est positif: de nouvelles réductions de rente AI sont écartées. Les chiffres montrent que l'assainissement de l'AI peut se terminer entre 2025 et 2030, même sans révision 6b. Il s'agit cependant de régler la marche à suivre exacte garantissant le désendettement de l'AI. Par conséquent, le calme ne va pas régner immédiatement autour de l'AI. Travail.Suisse s'est démenée pour que toute l'énergie soit désormais focalisée sur la mise en œuvre des mesures qui ont été décidées dans le cadre de la révision 6a. Ce n'est que de cette manière qu'il est possible de rendre effectives les réinsertions décidées sur le papier.

En 2013 aussi, Travail.Suisse s'est montrée très déterminée à contrer des réductions supplémentaires de rente générées par un nouveau

**Politique familiale:
beaucoup d'agitation,
mais pas d'amélioration de
l'infrastructure favorisant la
conciliation travail-famille**

qui aurait obligé la Confédération à s'impliquer davantage en vue d'une meilleure conciliation travail-famille a échoué, malgré l'énorme engagement de Travail.Suisse. Mais, malgré ce rejet par manque de majorité du peuple, il est possible de rattraper le re-

tard de la Suisse, en comparaison internationale, en matière de politique familiale. Puis en automne, l'UDC a voulu imposer, par une initiative populaire, des déductions fiscales pour les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants. Travail.Suisse s'est fermement opposée à cette solution peu raisonnable, compte tenu des défis démographiques à relever et a entamé en octobre sa campagne par une conférence de presse. Il lui a été possible de souligner les points qui lui importent. Une étude menée par la Haute école spécialisée bernoise a montré que l'augmentation des allocations pour enfants demandée par Travail.Suisse est une mesure bien plus adéquate pour les faibles et moyens revenus que des déductions fiscales. Il valait donc la peine de s'investir dans cette campagne. L'initiative a été rejetée. Au cours de sa conférence de presse, Travail.Suisse a présenté dans un document de position les grandes lignes d'une politique familiale répondant à la situation actuelle. Ce document de position était axé sur les améliorations visant une meilleure conciliation travail-famille et sur les allocations familiales, mais il insistait aussi sur les efforts qui doivent être faits dans la promotion du travail à temps partiel, dans la question des soins dispensés par des proches et celle du congé-paternité.

L'année a commencé avec une déception: le nouvel article constitutionnel sur la famille

in Gremien der CVP und der SP die Standpunkte und Positionen zur Reform eingebracht werden. Der länger andauernde Reformprozess ist damit 2013 angerollt. Travail.Suisse wird sich weiterhin dafür einsetzen, dass am Schluss das Gesamtpaket stimmt.

**Berufliche Vorsorge:
Weitere Akzente gegen
überhöhte Gewinne in
beruflicher Vorsorge**

Travail.Suisse konnte im Kampf gegen die überhöhten Gewinne der Lebensversicherungsgesellschaften

verschiedene weitere Akzente setzen. So wurden regelmässige Gespräche mit diversen Vertretern der Versicherer und mit der Finma geführt. Dabei wurde den Versicherern klar gemacht, dass die heutige Praxis nicht haltbar ist. Travail.Suisse zeigte auch dieses Jahr mit einer Analyse auf, dass insbesondere die massiv zu hohen Risikoprämien aus der Tasche der Arbeitnehmenden die Gewinne der Versicherer nähren. Auch eine TV-Reportage des Westschweizer Fernsehens trug dazu bei, dass die Politik und die Öffentlichkeit sich des Problems bewusst geworden sind. Es ist der unermüdlichen Arbeit von Travail.Suisse zu verdanken, dass nun verschiedene Massnahmen zur Gewinnbeschränkung in der 2. Säule im Reformpaket figurieren. Wir bleiben dran und halten den Druck hoch. Beim Mindestzins konnte die Talsohle durchschritten werden. Dank der Hartnäckigkeit der Arbeitnehmer-Verbände konnte eine (noch zu) bescheidene Erhöhung erreicht werden. Travail.Suisse wird sich weiter dafür einsetzen, dass der dritte Beitragszahler seinen Teil zur Altersvorsorge leisten muss.

**IV: Weitere
Reform abgeblasen**

Travail.Suisse trat auch 2013 dezidiert gegen weitere Rentenkürzun-

gen in der IV an, welche ein neues Rentensystem bringen sollte. Im Lauf des Reformprozesses zum Massnahmenpaket 6b gelang es, die meisten Leistungseinschnitte zu verhindern. Weil aber einige Parlamentsvertreterinnen und -vertreter à tout prix einen Interventionsmechanismus in der Vorlage drin haben wollten, scheiterte die Vorlage, obwohl sie am Schluss moderat aussah, an einer unheiligen Allianz. Positiv ist, dass damit weitere Rentenkürzungen in der IV vorerst vom Tisch sind. Die Zahlen zeigen, dass die Sanierung der IV auch ohne die Revision 6b zwischen 2025 und 2030 abgeschlossen werden kann. Allerdings muss das genaue Vorgehen bei der Entschuldung der IV neu geregelt werden. Deshalb wird in der IV nicht so schnell Ruhe einkehren. Travail.Suisse machte sich stark dafür, dass nun die Energie auf die Umsetzung der beschlossenen Massnahmen aus der Revision 6a gelenkt wird. Nur so kann es gelingen, die auf dem Papier beschlossenen Eingliederungen auch tatsächlich zu erreichen.

**Familienpolitik:
Viel Bewegung,
aber kein Ausbau
der Vereinbarkeits-
infrastruktur**

Das Jahr begann mit einer Enttäuschung: Der neue Familienartikel, welcher den Bund im Bereich der Vereinbarkeit von Familie und Beruf mehr in die

Pflicht genommen hätte, scheiterte trotz des grossen Engagements von Travail.Suisse. Auf dem erreichten Volksmehr lässt sich trotzdem aufbauen, um den Rückstand, den die Schweiz im internationalen Vergleich bezüglich Familienpolitik hat, aufzuholen. Im Herbst wollte die SVP Steuerabzüge für die Eigenbetreuung der Kinder mit einer Volksinitiative durchsetzen. Travail.Suisse setzte sich dezidiert gegen diese angesichts der demografischen Herausforderungen unsinnige Lösung ein und eröffnete die Kampagne mit einer Medienkonferenz im Oktober. Zugleich



Bessere Vereinbarkeit von Familie und Beruf: ein Muss angesichts der demografischen Entwicklung.

Une meilleure conciliation entre travail et famille: un passage obligé compte tenu de l'évolution démographique.

gelang es, eigene Akzente zu setzen. Eine Studie der Berner Fachhochschule zeigte auf, dass die von Travail.Suisse geforderte Erhöhung der Kinderzulagen für kleine und mittlere Einkommen eine viel sinnvollere Massnahme darstellt als die Einführung von Steuerabzügen für Reiche. Das Engagement hat sich gelohnt. Die Initiative wurde abgelehnt. Im Rahmen der erwähnten Medienkonferenz stellte Travail.Suisse die Eckpunkte einer zeitgemässen Familienpolitik mit einem eigenen Positionspapier vor. Nebst Verbesserungen bei Vereinbarkeit und Familienzulagen zeigte das Papier auf, dass es weitere Bestrebungen bei der Förderung der Teilzeitarbeit, bei der Angehörigenpflege sowie beim Vaterschaftsurlaub braucht.

Avancée pour l'intégration

La libre-circulation domine le débat

En 2013, la question de l'immigration a été surtout discutée en lien avec la libre-circulation des personnes et les craintes qu'elle suscite. Dans ce contexte, Travail.Suisse a affiché son opposition à l'initiative de l'UDC sur l'isolement de la Suisse. Un retour à la politique des contingents ne résout pas les problèmes et, comme l'expérience du passé le montre, le niveau de l'immigration est d'abord tributaire de l'état de l'économie.

Deux projets législatifs ont cependant été débattus au Parlement. Le premier sur le renforcement des dispositions sur l'intégration dans la loi sur les étrangers. Le message du Conseil fédéral a largement tenu compte des objections faites par Travail.Suisse lors de la consultation. Ainsi, les conventions d'intégration sont moins un instrument de contrainte que d'incitation et la proposition de contraindre les cantons à conclure des conventions d'intégration a été abandonnée. On renonce aussi à lier les autorisations du regroupement familial impliquant des personnes suisses à l'inscription à un cours de langue. Travail.Suisse se félicite que le Conseil des Etats a repris pratiquement comme tel le projet du Conseil fédéral. Il est aussi positif que la loi prévoit la contribution de l'employeur à l'intégration des employés étrangers.

Recul pour la naturalisation

La situation est en revanche bien moins satisfaisante pour l'évolution de la révision de la loi sur la nationa-



Rien ne va plus en Suisse sans les travailleurs étrangers.

Ohne ausländische Arbeitnehmende steht die Schweiz still.

lité. Après les durcissements considérables apportés par le Conseil national, le Conseil des Etats était resté sur la ligne du Conseil fédéral. Mais la commission des institutions politiques (CIP) du Conseil national, lors de l'élimination des divergences, s'en est tenue sur tous les points essentiels aux décisions du Conseil national, ce qui inaugure mal de la suite. Les deux conseils ont accepté la proposition de faire du permis C une condition pour une procédure de naturalisation. Cette mesure discrimine encore plus les étrangers des pays tiers.

Suite à la consultation sur la suppression du statut de danseuse de cabaret (que Travail.Suisse avait acceptée mais avec des mesures d'accompagnement), le DFJP a constitué en automne 2013 un groupe d'experts visant à prendre des mesures de

protection des personnes travaillant dans le domaine érotique. Un rapport de propositions sera soumis au Conseil fédéral au début 2014.

En décembre 2012, contre l'avis des milieux économiques, le Conseil fédéral a décidé d'autoriser les jeunes sans statut légal à suivre une formation professionnelle initiale. Travail.Suisse a pu faire valoir sa position en répondant aux auditeurs par internet suite à l'émission de Temps Présent (RTS1) sur ce sujet en hiver 2013.

Dans le domaine de l'asile, Travail.Suisse a accueilli plutôt favorablement la restructuration prévue pour accélérer les procédures pour autant que l'on améliore la protection juridique et que l'on favorise dès le départ l'occupation des requérants et l'encadrement et la scolarisation des enfants.

Ein Schritt nach vorn bei der Integration

Freier Personenverkehr dominiert die Debatte

2013 wurde das Thema Einwanderung vor allem im Zusammenhang mit dem freien Personenverkehr und den damit verbundenen Ängsten diskutiert. Travail.Suisse nahm in diesem Kontext Stellung gegen die Initiative der SVP, welche die Schweiz isolieren würde. Eine Rückkehr zur Kontingentspolitik löst keine Probleme, und die Erfahrung hat gezeigt, dass der Umfang der Zuwanderung hauptsächlich ein Abbild der Konjunktur ist.

Im Parlament wurden dazu zwei Gesetzesvorlagen behandelt. Der erste betrifft die Stärkung der Integration im Ausländergesetz. In seiner Botschaft trug der Bundesrat den von Travail.Suisse in der Vernehmlassung geäusserten Einwänden weitgehend Rechnung. So sollen die Integrationsverträge weniger ein Zwangs- als ein Anreizinstrument sein, und der Vorschlag, die Kantone zum Abschluss von Integrationsvereinbarungen zu zwingen, wurde aufgegeben. Somit wird darauf verzichtet, Bewilligungen für den Familiennachzug von Schweizer Staatsangehörigen an den Besuch eines Sprachkurses zu knüpfen. Travail.Suisse freut sich, dass der Ständerat den Entwurf des Bundesrats praktisch unverändert übernommen hat. Positiv ist auch, dass das Gesetz einen Beitrag der Arbeitgeber zur Integration ausländischer Arbeitskräfte vorsieht.

Rückschritt bei der Einbürgerung

Weniger erfreulich entwickelt sich die Situation bei der Revision des Bürgerrechtsgesetzes. Nach

den erheblichen Verschärfungen durch den Nationalrat blieb der Ständerat auf der Linie des Bundesrats. Doch die Staatspolitische Kommission (SPK) des Nationalrats ist bei der Bereinigung der Differenzen in allen wesentlichen Punkten den Entscheidungen des Nationalrats gefolgt, was für den weiteren Verlauf nichts Gutes verheisst. Die beiden Räte haben dem Vorschlag zugestimmt, die C-Bewilligung als Voraussetzung für eine Einbürgerung zu verlangen. Diese Massnahme benachteiligt Angehörige aus Drittstaaten noch stärker.

Nach der Vernehmlassung zur Abschaffung des Cabaret-Tänzerinnen-Statuts (mit der sich Travail.Suisse einverstanden erklärt hatte, wenn sie durch flankierende Massnahmen ergänzt wird) bildete das EJPD im Herbst 2013 eine Expertengruppe, die Schutzmassnahmen für Personen erarbeiten soll, die im Erotikbereich arbeiten. Die Gruppe wird dem Bundesrat Anfang 2014 einen Bericht mit Vorschlägen unterbreiten.

Im Dezember 2012 beschloss der Bundesrat gegen den Willen der Wirtschaftskreise, Jugendlichen ohne gesetzlichen Status eine berufliche Grundbildung zu ermöglichen. Travail.Suisse konnte die eigene Position einbringen, indem im Winter 2013 nach der Sendung «Temps Présent» Hörerfragen zu diesem Thema über das Internet beantwortet wurden.

Im Asylbereich steht Travail.Suisse der vorgesehenen Restrukturierung zur Verfahrensbeschleunigung grundsätzlich positiv gegenüber, falls der Rechtsschutz verbessert und von Anfang an die Beschäftigung der Asylsuchenden und die Betreuung und Schulung der Kinder gefördert wird.

Un pas fait vers la stratégie énergétique 2050

Retrait de l'initiative cleantech

L'initiative parlementaire 12.400 « Libérer les investissements dans le renouvelable sans pénaliser les gros

consommateurs » a été acceptée en 2013 par les deux conseils. Elle met en fait en vigueur de façon anticipée des points importants de la stratégie énergétique 2050, avec l'augmentation de la rétribution à prix coûtant, jusqu'à 1,5 centime/kWh. Une solution a aussi été trouvée pour le remboursement de la RPC pour les entreprises grosses consommatrices d'énergie, moyennant des objectifs obligatoires d'économie d'énergie.

Suite à cette percée, l'initiative cleantech, qui a le même but que la stratégie 2050 mais avec des objectifs un peu plus ambitieux, a été retirée. Travail.Suisse s'était clairement engagé dans le cadre de cette initiative, en participant à la récolte de signatures et en prenant régulièrement position en sa faveur à différentes occasions (Service médias, dépôt de l'initiative, processus parlementaire).

Au début mai 2013, dans le cadre du Salon du livre et de l'étudiant et de la formation à Palexpo Genève, Travail.Suisse a participé à deux reprises à un débat public sur les cleantech, sous l'angle de l'emploi et des qualifications. Un document sous le titre intitulé « Cleantech en Suisse. Les types d'emplois créés selon les différents secteurs et les qualifications requises » a été présenté à cette occasion.

Travail.Suisse s'est aussi prononcée en octobre 2013 sur un premier projet de fiscalité écologique, considéré comme la deuxième étape de la stratégie énergétique 2050. De façon générale, Travail.Suisse

est favorable à une fiscalité écologique pour autant toutefois que la fiscalité mise en place soit avant tout incitative – donc avec un remboursement à la population et à l'économie. La question des effets

Politique extérieure

Un accord controversé de libre-échange avec la Chine

Toujours pas de déblocage institutionnel CH-UE

avec l'UE en 2013 sur les questions institutionnelles. Néanmoins, le Conseiller fédéral Didier Burkhalter a pris le risque de soumettre un projet de mandat de négociation. La question qui n'est toujours pas résolue est celle de la surveillance des accords et du règlement des différends. Dans sa réponse à la consultation sur le projet de mandat, Travail.Suisse a exprimé ses doutes à ce que l'UE accepte que la Suisse se soumette à un avis de la Cour de justice européenne sans qu'il soit contraignant. Au cas où cette solution se montrerait illusoire, Travail.Suisse propose une solution de type EEE. Nous avons aussi rappelé que les mesures d'accompagnement à la libre-circulation des personnes n'étaient pas négociables. Le Conseil fédéral devient enfin plus sensible à ce sujet et met en avant le rôle fondamental de ces mesures dans le mandat de négociation. Une percée très modeste a eu lieu à l'Organisation mondiale du

Il n'y a pas eu de percée des négociations bilatérales

sur les revenus et l'équité sociale doit aussi être prise en considération. Il faut éviter en effet qu'un changement de la fiscalité défavorise les bas revenus et avantage les hauts revenus.

commerce (OMC) à fin 2013 concernant le round de négociation de Doha. Cela incite la Suisse à poursuivre sa politique de développement des accords de libre-échange, en particulier avec les « nouvelles locomotives de l'économie mondiale », comme la Chine, l'Inde, la Russie etc. Travail.Suisse suit les développements de la politique économique extérieure dans le cadre d'un groupe de liaison régulièrement informé.

L'accord de libre-échange signé cette année avec la Chine a fait office d'événement en raison de l'importance du partenaire. Au Parlement, le Conseil national a approuvé la ratification de l'accord malgré les réserves exprimées par la gauche, les syndicats et les ONG en raison de la faiblesse des dispositions relatives aux droits humains. Certes, les questions des normes du travail et de l'environnement sont intégrées mais, contrairement aux aspects commerciaux, elles ne sont pas soumises à la procédure d'arbitrage. Travail.Suisse va s'engager pour une réelle implémentation des aspects du travail et de l'environnement dans les accords de libre-échange.

Ein Schritt in Richtung Energiestrategie 2050 ist gemacht

Rückzug der Cleantech-Initiative

Die parlamentarische Initiative 12.400 «Freigabe der Investitionen in erneuerbare Energien ohne Bestrafung der Grossverbraucher» wurde 2013 von beiden Räten angenommen. Sie setzt bereits wichtige Punkte der Energiestrategie 2050 um, namentlich die Anhebung der Kostendeckenden Einspeisevergütung auf 1,5 Rp./kWh. Eine Lösung wurde mittels obligatorischer Energiesparziele auch für die Rückvergütung der KEV für energieintensive Unternehmen gefunden.

Nach diesem Durchbruch wurde die Cleantech-Initiative, die denselben Zweck verfolgt wie die Strategie 2050, wenn auch mit etwas ehrgeizigeren Zielen, zurückgezogen. Travail.Suisse hatte sich für diese Initiative engagiert, indem der Verband Unterschriften sammelte und seine Position regelmässig öffentlich darlegte (Medienservice, Einreichung der Initiative, Parlament).

Anfang Mai 2013 beteiligte sich Travail.Suisse in der Palexpo in Genf im Rahmen von zwei Ausstellungen (Salon du livre und Salon de l'étudiant et de la formation) an zwei öffentlichen Debatten zum Thema Cleantech unter dem Blickwinkel von Beschäftigung und der Qualifikationen. Bei diesem Anlass wurde ein Dokument dazu präsentiert, welche Art von Stellen in der Schweiz in den Cleantech-Branchen entstehen werden und welche Qualifikationen erforderlich sind («Cleantech en Suisse. Les types d'emplois créés selon les différents secteurs et les qualifications requises »).

Travail.Suisse sprach sich im Oktober 2013 auch für eine erste Vorlage zu einer ökologischen

Steuerreform im Rahmen der zweiten Etappe der Energiestrategie 2050 aus. Allgemein steht Travail.Suisse einer Ökosteuer positiv gegenüber, wenn sie in Form von Anreizen ausgestaltet ist, d.h. an die Bevölkerung und die Wirtschaft rückvergütet wird. Zu

Aussenpolitik

Umstrittenes Freihandelsabkommen mit China

Bilaterale Verhandlungen ohne Fortschritte

Bei den bilateralen Verhandlungen mit der EU über institutionelle Fragen gab es 2013 keinen Durchbruch. Bundesrat Didier Burkhalter ist jedoch das Risiko eingegangen, einen Entwurf für ein Verhandlungsmandat zu erarbeiten. Noch immer offen ist die Frage, wie die Abkommen zur Beilegung von Streitigkeiten überwacht werden sollen. In der Antwort zur Vernehmlassung über den Mandatsentwurf äusserte Travail.Suisse Zweifel daran, dass die EU der Variante zustimmen wird, dass zwar der Europäische Gerichtshof entscheidet, seine Urteile aber für die Schweiz nicht bindend sind. Falls sich eine solche Lösung als illusorisch erweist, befürwortet Travail.Suisse eine Lösung nach dem Vorbild des EWR. Travail.Suisse hat auch daran erinnert, dass die flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr nicht verhandelbar sind. Der Bundesrat schenkt diesem Thema endlich mehr Beachtung und betont die fundamentale Rolle dieser Massnahmen im Verhandlungsmandat.

berücksichtigen sind auch die Auswirkungen auf die Einkommen und die soziale Gerechtigkeit. Ein neues Abgabensystem darf nicht die niedrigen Einkommen benachteiligen und die hohen bevorzugen.

Einen sehr bescheidenen Durchbruch gab es in der Welthandelsorganisation (WTO) Ende 2013 zur Doha-Runde. Die Schweiz setzt weiterhin auf den Abschluss von Freihandelsabkommen, insbesondere mit den neuen weltwirtschaftlichen Zugpferden wie China, Indien und Russland. Travail.Suisse verfolgt die Aussenwirtschaftspolitik im Rahmen einer Verbindungsgruppe, die regelmässig informiert wird.

Das Freihandelsabkommen, das in diesem Jahr mit China unterzeichnet wurde, sorgte angesichts der wirtschaftlichen Bedeutung des Partners für Aufsehen. Im Parlament sprach sich der Nationalrat für die Ratifizierung des Abkommens aus – trotz Vorbehalten der Linken, der Gewerkschaften und der NGO aufgrund der zurückhaltenden Bestimmungen zu den Menschenrechtsaspekten. Das Abkommen enthält zwar Klauseln zu arbeitsrechtlichen und ökologischen Standards, diese unterstehen aber im Gegensatz zu den wirtschaftlichen Aspekten nicht dem Schiedsgerichtsverfahren. Travail.Suisse wird sich für eine wirksame Umsetzung der arbeitsrechtlichen und

La Conférence internationale du travail s'est tenue au début du mois de juin à Genève. Travail.Suisse a été représentée cette année par Patrick Masshardt d'Hotel & Gastro Union (commission de l'application des normes) et Denis Torche qui a participé à la commission sur le développement durable et les emplois verts.

Projet de collaboration avec des partenaires sociaux hongrois

Dans le cadre du crédit pour la coopération avec les nouveaux pays membres de l'UE, Travail.Suisse a reçu un financement pour être partenaire d'un projet pour améliorer l'employabilité des travailleurs âgés en Hongrie. Le taux d'activité des travailleurs âgés de plus de 55 ans est très faible dans ce pays. Un tour d'étude a été organisé du 25 au 29 novembre 2013 en Suisse pour examiner les pratiques positives d'entreprises suisses. Des réunions ont aussi eu lieu avec différents partenaires sociaux, le Seco et les milieux scientifiques. Le projet continue en 2014 avec un séminaire en février à Budapest qui évaluera les résultats du tour d'étude et les possibilités de les transposer sur le marché du travail hongrois.

Finances et service public

Ne pas réduire la marge de manœuvre financière de la Suisse

Réforme de l'imposition des entreprises, cela devient chaud!

Au cours de 2013, le Parlement a continué à débattre d'un programme de consolidation et de réexamen des tâches. Travail.Suisse a régulièrement demandé que l'on renonce à ce programme car la situation financière est bonne et ne justifie pas ces coupes. Il n'est pas admissible de vouloir à la fois réduire les tâches et les dépenses et en même temps réduire les impôts pour les entreprises. Le Conseil national a, lors de la session d'hiver 2013, voté le renvoi de ce projet au Conseil fédéral. Ce programme n'est donc toujours pas écarté mais il a du plomb dans l'aile.

La marge de manœuvre de politique financière de la Suisse ne doit pas être réduite par de nouvelles baisses d'impôts comme le prévoit le Conseil fédéral avec un nouveau paquet de baisses fiscales pour les entreprises et les couples aisés mais servir aux investissements.

Dans ce contexte, Travail.Suisse s'est clairement prononcée, dans sa réponse du 27 août 2013, contre la réforme de l'imposition des entreprises III présentée dans un rapport intermédiaire du Département fédéral des finances. L'abolition de certains régimes d'impositions cantonaux qui favorisent des sociétés étrangères, en particulier les sociétés mixtes et de domicile, ne doit pas avoir comme conséquence d'importantes pertes fiscales. C'est pourquoi Travail.Suisse rejette ce projet car il entraînera des pertes fiscales de plusieurs milliards de francs et contribuera à exacerber la concurrence fiscale entre les cantons.

C'est en 2014 qu'est attendue la consultation of-

ficielle sur ce sujet, en lien avec le délai demandé par Bruxelles pour que la Suisse mette en chantier les réformes pour une fiscalité des entreprises compatible avec les pratiques en vigueur dans l'UE.

Développement des transports publics grâce à FAIF

Lors de sa séance du 11 décembre 2013, le Comité de Travail.Suisse s'est prononcé en faveur du financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF). Comme il s'agit d'un contre-projet direct à l'initiative « Pour les transports publics » de l'ATE (qui a été retirée), le souverain se prononcera sur FAIF lors des votations fédérales de février 2014. Travail.Suisse s'est engagé au côté de transfair et d'autres forces pour renforcer les investissements dans le rail tout en répartissant de façon équitable les coûts entre la Confédération, les cantons et les usagers. FAIF est un résultat équilibré de ce point de vue et favorise aussi une mobilité plus durable.

ökologischen Aspekte in den Freihandelsabkommen einsetzen.

Die Internationale Arbeitskonferenz fand Anfang Juni in Genf statt. Travail.Suisse wurde in diesem Jahr vertreten von Patrick Masshardt (Hotel & Gastro Union) im Ausschuss für die Anwendung der Normen und von Denis Torche im Ausschuss für nachhaltige Entwicklung und grüne Arbeitsplätze.

Projekt zur Zusammenarbeit mit ungarischen Sozialpartnern

Im Rahmen des Kredits für die Zusammenarbeit mit den neuen EU-Mitgliedsländern hat

Travail.Suisse einen Unterstützungsbeitrag erhalten. Der Verband wird sich an einem Projekt beteiligen, das darauf abzielt, die Beschäftigungschancen älterer Arbeitnehmender in Ungarn zu verbessern. Die Beschäftigungsquote der über 55-Jährigen ist in diesem Land sehr niedrig. Vom 25. bis zum 29. November 2013 fanden in der Schweiz Besichtigungen statt, bei der die positiven Praktiken von Schweizer Unternehmen analysiert wurden. Ausserdem wurden Treffen mit verschiedenen Sozialpartnern, dem Seco und akademischen Kreisen organisiert. Fortgeführt wird das Projekt im Februar 2014 mit einem Seminar in Budapest zur Evaluation der Ergebnisse der Besichtigungen und zu den Möglichkeiten, diese auf den ungarischen Arbeitsmarkt zu übertragen.

Finanzen und Service public

Finanziellen Spielraum der Schweiz nicht einengen

Unternehmenssteuerreform – es wird hitzig!

2013 beriet das Parlament weiter über ein Konsolidierungs- und Aufgabenüberprüfungsprogramm. Travail.Suisse hat wiederholt gefordert, dass auf dieses Programm verzichtet wird, weil die Schweiz finanziell so gut dasteht, dass Kürzungen nicht gerechtfertigt sind. Es ist nicht legitim, dass Aufgaben und Kosten reduziert und gleichzeitig die Steuern für die Unternehmen gesenkt werden. Der Nationalrat hat das Geschäft in der Wintersession 2013 zurück an den Bundesrat geschickt. Das Programm ist somit noch nicht definitiv vom Tisch, aber doch ins Stottern geraten.

Der finanzpolitische Spielraum der Schweiz darf nicht durch weitere Steuersenkungen beschnitten werden, wie es der Bundesrat mit einem neuen Paket von Steuersenkungen für Unternehmen und wohlhabende Paare plant, sondern muss für Investitionen genutzt werden.

In diesem Kontext hat sich Travail.Suisse in einer Stellungnahme klar gegen die Unternehmenssteuerreform III ausgesprochen, wie sie das Eidgenössische Finanzdepartement in einem Zwischenbericht vorschlug. Die Abkehr von kantonalen Steuersystemen, die ausländische Unternehmen bevorzugen, insbesondere Sitz- und gemischte Gesellschaften, darf nicht zu substantziellen Steuerausfällen führen. Travail.Suisse lehnt das Projekt ab, weil es Steuerausfälle in Höhe von mehreren Milliarden zur Folge hätte und den Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen verschärfen würde. Die offizielle Vernehmlassung zur Reform erfolgt 2014 und ist zeitlich auf die Frist abgestimmt, die Brüssel der Schweiz zur

Planung einer EU-konformen Reform des Unternehmenssteuersystems eingeräumt hat.

Ausbau des öffentlichen Verkehrs dank FABI

An seiner Sitzung vom 11. Dezember 2013 hat sich der Vorstand von Tra-

vail.Suisse für die Finanzierung und den Ausbau der Eisenbahninfrastruktur (FABI) ausgesprochen. Weil es sich um einen direkten Gegenvorschlag zur Initiative «Für den öffentlichen Verkehr» des VCS handelt, die zurückgezogen wurde, wird das Schweizer Stimmvolk im Februar 2014 darüber abstimmen. FABI ist aus dieser Sicht ein ausgewogenes Ergebnis und fördert auch eine nachhaltigere Mobilität.

Der gut ausgebaute öffentliche Verkehr ist ein wichtiger Standortvorteil.

Des transports publics bien développés sont un avantage pour la place économique.



Encourager les travailleurs et travailleuses

Un défi à relever: l'évolution démographique

Les problèmes démographiques annoncés sont un défi que la politique de formation doit relever. Travail.Suisse en est consciente depuis longtemps. Il s'agit de mieux utiliser le potentiel de la main-d'œuvre indigène. Les personnes sans formation professionnelle initiale, celles qui sont candidates au retour à la vie active et les travailleurs et travailleuses d'un certain âge doivent être soutenus par des mesures d'aide à la formation.

Aider les personnes sans formation professionnelle initiale

L'activité de Travail.Suisse déployée ces dernières années en matière de formation de rattrapage a débouché en été 2013 sur la mise en place par la Confédération d'un groupe de travail en charge du thème «Diplôme professionnel et changement de profession pour les adultes». Travail.Suisse est représentée dans ce groupe de travail et met tout en œuvre pour que de réels résultats soient obtenus. Nous attendons des objectifs clairs, définis d'un commun accord par les partenaires concernés qui, ensemble, se concentrent de manière conséquente sur les objectifs poursuivis.

Réussir son retour à la vie active

Avec l'étude «Réussir son retour à la vie active» Travail.Suisse a fourni les bases d'une solide discus-

sion sur la formation et l'intégration dans le marché du travail des personnes candidates au retour à la vie active. Cette étude a été présentée au cours d'une journée spéciale qui a récolté un grand succès. Les résultats ont en outre été discutés avec des politiques et politiciennes et diverses interventions ont ensuite été soumises au Parlement.

Epauler les travailleurs et travailleuses d'un certain âge

L'évolution démographique met sur le marché du travail un nombre de plus en plus élevé de personnes qui ont un âge avancé par rapport à celui de l'ensemble des travailleurs et travailleuses. L'apport de ces personnes au produit national brut est ainsi de plus en plus grand et le maintien de leur capacité de travail a de plus en plus d'importance économique. Les travailleurs et travailleuses d'un certain âge sont cependant beaucoup désavantagés en ce qui concerne leur formation continue. Le danger de ne plus pouvoir être intégrés dans le marché du travail ou d'être marginalisés les guette, compte tenu de décalages par rapport au profil demandé, de changements au sein d'une entreprise, de l'abandon de certains domaines d'activité, d'évolutions techniques ou d'une trop grande spécialisation (déqualifications). Pour Travail.Suisse, il est impératif d'épauler ce groupe cible sur le plan de la politique de la formation et de leur accorder une place dans la législation en matière de formation. Dans le débat politique, Travail.Suisse a fait des propositions allant dans ce sens.

Meilleure reconnaissance de la formation professionnelle supérieure

La formation professionnelle supérieure, avec 28000 diplômes délivrés chaque année, couvre un grand besoin de l'économie en professionnels hautement qualifiés. Travail.Suisse s'investit depuis des années pour que ces importants diplômes soient reconnus et financés à leur juste valeur. Travail.Suisse constate avec satisfaction que cette opinion rallie lentement la majorité des politiques et politiciennes. En 2013, Travail.Suisse a œuvré surtout en faveur d'un processus rapide en lien avec le cadre national des qualifications qui permet à la formation professionnelle supérieure de comparer son niveau avec celui d'autres diplômes dans le domaine des hautes écoles. Travail.Suisse s'est aussi beaucoup investie pour que le financement des cours préparatoires par les participants soit réglé par la Confédération.

Loi sur l'encouragement des hautes écoles et la coordina- tion dans le domaine suisse des hautes écoles

Travail.Suisse siègera, avec droit de proposition, à la nouvelle Conférence suisse des hautes écoles, qui va délibérer à partir de 2015. Il s'est agi, en 2013, de régler la future collaboration avec les autres organisations faïtières de l'économie et avec la Confédération et de clarifier les rôles. Travail.Suisse a en outre apporté des idées et présenté des demandes au groupe de travail qui met au point les directives d'accréditation pour les hautes écoles. Travail.Suisse a insisté sur l'importance des professeur-e-s et a demandé qu'ils disposent de stricts droits de participation. Nous avons aussi souligné une fois de plus qu'il faut placer les standards minimaux de qualité contraignants à un niveau élevé et fixer des critères concrets afin que des refus soient possibles.

Die Arbeitnehmenden fördern

Demografische Entwicklung als Herausforderung

Die erwarteten demografischen Probleme fordern die Bildungspolitik heraus. Travail.Suisse ist sich dessen seit längerem bewusst. Es geht darum, das Potenzial an inländischen Arbeitskräften optimal auszunutzen. Mit Bildungs-massnahmen zu fördern sind insbesondere Personen ohne beruflichen Erstabschluss, Wiedereinsteigende und ältere Arbeitnehmende.

Personen ohne beruflichen Erstabschluss fördern

Die Arbeit der letzten Jahre von Travail.Suisse zum Thema Nachholbildung hat dazu geführt, dass im Sommer 2013 der Bund eine Arbeitsgruppe unter dem Thema «Berufsabschluss und Berufswechsel für Erwachsene» eingesetzt hat. Travail.Suisse ist in dieser Arbeitsgruppe vertreten und arbeitet darauf hin, dass es zu wirklichen Ergebnissen kommt. Wir erwarten klare Ziele, die verbundpartnerschaftlich definiert und dann konsequent miteinander angestrebt werden.

Die Rückkehr ins Berufsleben meistern

Mit der Studie «Die Rückkehr ins Berufsleben erfolgreich meistern» hat Travail.Suisse die Grundlage für eine sachliche Diskussion im Bereich der Bildung und der Arbeitsmarktintegration von Wiedereinsteigenden gelegt. An einer erfolgreichen Tagung wurde die Studie vorgestellt.

Zudem wurden die Ergebnisse mit Politikerinnen und Politikern diskutiert, was zu verschiedenen Vorstössen führte.

Ältere Arbeitnehmende stärken

Die demografische Entwicklung führt dazu, dass es auf dem Arbeitsmarkt im Verhältnis zu allen Arbeitnehmenden immer mehr ältere Arbeitnehmende gibt. Damit erarbeiten ältere Arbeitnehmende einen wachsenden Anteil am Bruttosozialprodukt, und der Erhalt ihrer Arbeitsfähigkeit wird wirtschaftlich bedeutsamer. Ältere Arbeitnehmende sind in Bezug auf die Weiterbildung aber stark benachteiligt. Sie stehen daher in der Gefahr, dass sie aufgrund von Verschiebungen im Anforderungsprofil, innerbetrieblicher Veränderungen, Wegfall von Tätigkeitsfeldern, technischen Entwicklungen oder einer zu starken Spezialisierung aus dem Arbeitsmarkt herausfallen oder an den Rand gedrängt werden (Dequalifizierungen). Für Travail.Suisse ist es notwendig, diese Zielgruppe bildungspolitisch zu stärken und ihnen in der Bildungsgesetzgebung Platz einzuräumen. Vorschläge diesbezüglich hat Travail.Suisse in die politischen Diskussionen eingebracht.

Bessere Anerkennung der Höheren Berufsbildung

Die Höhere Berufsbildung mit ihren rund 28000 Abschlüssen pro Jahr deckt einen grossen Bedarf

der Wirtschaft nach höherqualifizierten Fachkräften ab. Travail.Suisse setzt sich seit Jahren dafür ein, dass diese wichtigen Abschlüsse ihrem hohen Wert entsprechend anerkannt und finanziert werden. Mit Genugtuung stellt Travail.Suisse fest, dass diese Meinung langsam mehrheitsfähig wird. 2013 setzte sich Travail.Suisse vor allem für ein schnelles Vorgehen im Zusammenhang mit dem Nationalen Qualifikationsrahmen ein, welcher der Höheren Berufsbildung hilft, ihr Bildungsniveau mit dem Hochschulbereich zu vergleichen. Zudem setzte Travail.Suisse sich dafür ein, die Finanzierung der Vorbereitungskurse über eine Teilnehmerfinanzierung durch den Bund zu regeln.

Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz

Travail.Suisse wird in der neuen Hochschulkonferenz, die ab 2015 tätig wird, mit Antragsrecht präsent sein. Im Jahre 2013 ging es darum, mit den anderen Spitzenverbänden der Wirtschaft und dem Bund zusammen die zukünftige Zusammenarbeit zu regeln und die Rollen zu klären. Zudem hat Travail.Suisse Ideen und Forderungen in die Arbeitsgruppe, welche die Akkreditierungsrichtlinien für die Hochschulen erarbeitet, eingebracht. Insbesondere betonte Travail.Suisse die Wichtigkeit der Dozierenden und verlangte für sie griffige Mitwirkungsrechte. Zudem unterstrich Travail.Suisse immer wieder, dass die minimal verpflichtenden Qualitätsstandards der Hochschulen hoch anzusetzen und die Kriterien so konkret auszugestalten sind, dass Ablehnungen möglich sind.

Travail.Suisse au Parlement

Retour à la vie active, une priorité

Une priorité de l'activité parlementaire de Travail.Suisse a été en 2013 le thème du « retour à la vie active après une longue interruption due à des obligations familiales ». Après avoir mené à bien un projet et organisé une journée spéciale, Travail.Suisse a aussi placé ce thème au centre de la rencontre avec les parlementaires. Les résultats de nos travaux ont beaucoup intéressé ces personnes. Onze parlementaires de différents partis ont soumis des interventions à ce sujet, visant à faciliter le retour à la vie active des personnes – essentiellement des femmes – dont le chemin qui mène au marché de l'emploi est souvent semé d'embûches.

Congé-paternité et congé d'adoption

En 2012 déjà, la conseillère nationale Valérie Piller Carrard (PS/FR) soumettait au Parlement une motion (12.3565), reprenant une revendication du Congrès de Travail.Suisse, relative à un congé paternité de 20 jours. Cette motion a été rejetée à une faible majorité au cours de la session d'automne 2013. Comme le Conseil fédéral, dans sa prise de position la plus récente, a considéré le congé-paternité comme un instrument approprié favorisant une meilleure conciliation travail-famille, Travail.Suisse va poursuivre ses efforts. Quant à la question du congé d'adoption, elle est déjà entrée dans sa seconde phase. Après avoir déposé l'an passé une motion qui a également été rejetée à une faible majorité, le conseiller national Marco Roma-

no (PDC/TI) a soumis une intervention qui propose concrètement le financement du congé d'adoption par les allocations pour perte de gain APG.

Renforcement des mesures d'accompagnement

Plusieurs interventions, déjà initiées par Travail.Suisse en 2012 et proposant un renforcement des mesures d'accompagnement appliquées à la libre circulation des personnes, ont été traitées en 2013, soit par le Conseil fédéral soit par le Parlement. Conseil fédéral et Parlement ont alors accepté un postulat de la conseillère nationale Lucrezia Meier Schatz (PDC/SG) qui demande un rapport sur la situation dans les branches à faible rémunération (12.4058). Une intervention du conseiller national Karl Vogler (PCS/NW) relative à une simplification de l'extension du champ d'application des conventions collectives de travail a par contre été rejetée.

Nouveaux défis pour la formation professionnelle

De nouveaux défis attendent la formation professionnelle en Suisse. Au manque de places d'apprentissage s'est substituée une pénurie de personnel qualifié. Il ne s'agit plus désormais uniquement de permettre à tous les jeunes d'effectuer une formation, mais aussi de donner à un plus grand nombre d'adultes sans formation la possibilité d'effectuer une formation de rattrapage, afin que toutes les places vacantes soient

occupées. La conseillère nationale Josiane Aubert, vice-présidente de Travail.Suisse, a soumis une motion demandant que le financement de projets novateurs en matière de formation de rattrapage et de réinsertion soit facilité (13.4171).

Formation continue des travailleurs et travailleuses d'un certain âge

L'évolution démographique fait croître le nombre de travailleurs et travailleuses ayant dépassé la cinquantaine. Il ressort des statistiques que la formation continue pour ce groupe d'âge diminue beaucoup. Cela est dû entre autres au fait que les formations continues sont souvent en lien avec les étapes d'une carrière et qu'elles s'adressent donc à un personnel plus jeune. Une telle situation ne peut perdurer, car la contribution des travailleurs et travailleuses d'un certain âge joue un rôle de plus en plus important pour la prospérité de la Suisse. Pour cette raison, le conseiller national Martin Candinas (PDC/GR) a invité, dans un postulat, le Conseil fédéral à examiner la nécessité d'agir en matière de politique de la formation. Ce postulat a été accepté par le Parlement, le Conseil fédéral doit donc se pencher sur cette question.

Rencontre avec des parlementaires et consolidation des relations

Chaque année a lieu, le deuxième mardi des sessions de printemps et

Travail.Suisse im Parlament

Wiedereinstieg als Schwerpunkt

Ein Schwerpunkt der parlamentarischen Arbeit von Travail.Suisse bildete 2013 das Thema «Wiedereinstieg in das Berufsleben nach einer längeren Familienphase». Nachdem Travail.Suisse dazu bereits ein Projekt und eine Fachtagung durchgeführt hatte, wurde auch ein Parlamentariertreffen diesem Thema gewidmet. Die Ergebnisse unserer Arbeit sind bei den Parlamentarierinnen und Parlamentariern auf grosses Interesse gestossen. Nicht weniger als elf Parlamentarier und Parlamentarierinnen aus verschiedenen Parteien haben dazu Vorstösse eingereicht, um den zum Teil sehr beschwerlichen Weg von – vorwiegend – Frauen zurück in den Arbeitsmarkt zu erleichtern.

Vaterschafts- und Adoptionsurlaub

Bereits 2012 hat Nationalrätin Valérie Piller Carrard (SP/FR) mit einer Motion (12.3565) die Kongressforderung von Travail.Suisse nach einem Vaterschaftsurlaub von 20 Tagen im Parlament deponiert. Dieser Vorstoss wurde in der Herbstsession 2013 relativ knapp abgelehnt. Da nun auch der Bundesrat in seiner jüngsten Stellungnahme den Vaterschaftsurlaub als geeignetes Instrument zur besseren Vereinbarkeit von Beruf und Familie bezeichnet hat, wird Travail.Suisse erneut aktiv werden. Bereits in eine zweite Runde gegangen ist die Frage des Adoptionsurlaubs. Nachdem sein Vorstoss aus dem letzten Jahr auch relativ knapp abgelehnt wurde, hat Nationalrat Marco Romano (CVP/TI) einen Vorstoss

eingereicht, der einen konkreten Vorschlag für einen aus der Erwerbsersatzordnung EO finanzierten Adoptionsurlaub vorsieht.

eingereicht, der einen konkreten Vorschlag für einen aus der Erwerbsersatzordnung EO finanzierten Adoptionsurlaub vorsieht.

Stärkung der flankierenden Massnahmen

Mehrere bereits 2012 von Travail.Suisse initiierte Vorstösse zur Stärkung der flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr sind 2013 vom Bundesrat oder im Parlament behandelt worden. Dabei haben Bundesrat und Parlament ein Postulat von Nationalrätin Lucrezia Meier-Schatz (CVP/SG) angenommen, in dem ein Bericht über die Situation in Tieflohnbranchen verlangt wird (12.4058). Abgelehnt wurde hingegen von der grossen Kammer ein Vorstoss von Nationalrat Karl Vogler (CSP/NW), mit dem eine Vereinfachung der Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen angestrebt wurde.

Neue Herausforderungen in der Berufsbildung

Die Berufsbildung in der Schweiz steht vor neuen Herausforderungen. Aus dem Lehrstellenmangel ist ein Fachkräftemangel geworden. Heute geht es nicht mehr nur darum, für alle Jungen eine Ausbildung zu ermöglichen. Vielmehr sollten auch mehr Erwachsene ohne Berufsbildung eine Nachholbildung absolvieren, damit alle Stellen besetzt werden können. Nationalrätin Josiane Aubert, hat einen Vorstoss eingereicht, mit dem die Finanzierung von innovativen Projekten der Nachholbildung und des Wiedereinstiegs erleichtert werden soll (13.4171).

Weiterbildung für ältere Arbeitnehmende

Mit der demografischen Entwicklung wird die Altersgruppe der über 50-jährigen Arbeitnehmenden immer grösser. Die Statistik zeigt, dass die Weiterbildung in diesem Alter stark abnimmt. Das hat unter anderem damit zu tun, dass Weiterbildungen häufig auf Karriereschritte ausgerichtet sind und damit eher jüngere Arbeitnehmende ansprechen. Das darf nicht so bleiben, denn diese Arbeitnehmenden werden immer wichtiger für den Wohlstand in der Schweiz. Nationalrat Martin Candinas (CVP/GR) hat deshalb den Bundesrat mit einem Postulat aufgefordert, den bildungspolitischen Handlungsbedarf zu prüfen. Dieses Postulat wurde vom Nationalrat angenommen, der Bundesrat muss jetzt diese Überprüfung vornehmen.

Parlamentariertreffen zur Pflege und Vertiefung der Beziehungen

Jeweils am zweiten Dienstag der Frühlings- und Herbstsession findet traditionell das Parlamentariertreffen von Travail.Suisse statt. Diese Zusammenkünfte mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern, bei welchen auch die Spitzen der Mitgliedsverbände von Travail.Suisse dabei sind, waren 2013 dem Wiedereinstieg in das Berufsleben nach einer längeren Familienphase und dem Projekt des Bundesrates zur Altersvorsorge 2020 gewidmet.

d'automne, la rencontre de Travail.Suisse avec des parlementaires. Ces rencontres, auxquelles prennent aussi part les dirigeants des fédérations affiliées à Travail.Suisse, étaient consacrées en 2013 au retour à la vie active après une longue interruption due à des obligations familiales et au projet du Conseil fédéral relatif à la prévoyance vieillesse 2020.

Participation aux sessions du groupe parlementaire pour les questions du travail

Travail.Suisse prend désormais part, depuis 2013, aux sessions

du groupe parlementaire pour les questions du travail qui ont lieu en été et en hiver. Elles étaient consacrées cette année aux thèmes « Libre circulation des personnes à l'épreuve des faits » et « Apprentissage professionnel, voie royale ou modèle périmé ».

La vice-présidente et le président en pleine discussion : Martin Flügel et la conseillère nationale Josiane Aubert.

Vizepräsidentin und Präsident im Gespräch: Martin Flügel und Nationalrätin Josiane Aubert.



Votations fédérales

L'électorat en a marre des rémunérations abusives

Une large majorité dit oui à l'initiative contre les rémunérations abusives

Quatre votations populaires fédérales ont eu lieu en 2013. L'électorat avait à se pronon-

cer sur 11 objets. Dans deux scrutins il s'agissait des salaires des managers et de la politique familiale.

L'initiative contre les rémunérations abusives était l'objet principal de la votation du 3 mars 2013. Les électeurs et électrices ont ainsi eu la possibilité de glisser leur mécontentement dans les urnes au sujet des rémunérations excessives et injustifiées des managers. 68 pour-cent de l'électorat suisse ont dit oui à l'initiative; les oui ont été plus nombreux que les non dans chaque canton. Travail.Suisse avait donné sa préférence au contre-projet indirect, élaboré par le Parlement, parce qu'il serait immédiatement entré en vigueur et que sa teneur était plus cohérente. Alors que le résultat de la votation contre les rémunérations abusives n'aurait pu être plus clair, le oui du peuple et le non des cantons se sont fait face en ce qui concerne l'article constitutionnel sur la politique familiale. 54.3 pour-cent des votants ont dit oui à cet article, mais seulement 9 cantons et 2 demi-cantons. Il a donc été rejeté par manque de majorité des cantons. Travail.Suisse s'était beaucoup engagée en faveur de l'acceptation de cet article constitutionnel et son rejet a été une déception pour elle. Travail.Suisse pense qu'avec ce non on a raté l'occasion d'ouvrir la voie à une meilleure conciliation travail-famille.

Le troisième objet de la votation du 3 mars concernait la loi sur l'aménagement du territoire. Une confortable majorité de 62.9 pour-cent a dit oui. Travail.Suisse s'était aussi prononcée en faveur du oui, avant le déroulement du scrutin.

Non à l'élection du Conseil fédéral par le peuple

Deux objets étaient soumis à la votation du 9 juin 2013. L'initiative « Election du Conseil fédéral par le peuple » a été mas-

sivement rejetée, avec 76.3 pour-cent de non. Par contre, les modifications urgentes de la loi sur l'asile ont été acceptées par 78.4 pour-cent des votants. Craignant que l'élection du Conseil fédéral par le peuple ne fragilise le principe de collégialité et qu'un durcissement du droit d'asile, donc les modifications urgentes demandées, n'altère la tradition humanitaire de la Suisse, Travail.Suisse avait appelé à voter non pour ces deux objets.

Pas de laissez-passer vers de nouvelles étapes de libéralisation

La votation du 22 septembre 2013 avait entre autres pour objet la libéralisation des

heures d'ouverture des magasins et des horaires de travail. Le Parlement avait décidé de donner la possibilité aux exploitants de stations-service situées sur les grands axes routiers d'ouvrir leur shops 24 heures sur 24, donc d'employer le personnel indispensable à leur exploitation. Avec d'autres organisations de travailleurs et travailleuses, des partis et des organisations ecclésiastiques, Travail.Suisse a lancé un référendum contre ce démantèlement de la loi sur le travail. La majorité des votants s'est cependant laissé persuader qu'il s'agirait uniquement d'une adaptation minimale de la loi sur le travail ayant des effets uniquement sur quelques shops de stations-service.

Teilnahme am Sessionsanlass der parlamentarischen Gruppe für Arbeit

Neu beteiligt sich Travail.Suisse seit 2013 an den Sessionsanlässen der parlamentarischen Gruppe für Arbeit. Diese Anlässe, die in der Sommer- und der Wintersession stattfinden, wurden 2013 zu den Themen «Personenfreizügigkeit auf dem Prüfstand» und «Berufslehre als Königsweg oder Auslaufmodell» durchgeführt.

Eidgenössische Abstimmungen

Stimmvolk hat genug von den Abzockern

Grosses Mehr für Abzockerinitiative

2013 fanden auf eidgenössischer Ebene vier Urnengänge statt. Die Stimmbürgerinnen

und Stimmbürger hatten dabei über 11 Vorlagen zu befinden. Je zweimal ging es um die Managerlöhne und die Familienpolitik.

Im Fokus der Abstimmung vom 3. März 2013 stand vor allem die sogenannte Abzockerinitiative. Sie bot den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern Gelegenheit, ihrem Missmut angesichts der ungerechtfertigt hohen Managerlöhne an der Urne Luft zu machen. 68 Prozent der Stimmenden sagten Ja zu dieser Initiative, in jedem Kanton gab es mehr Ja- als Nein-Stimmen. Travail.Suisse hatte dem vom Parlament ausgearbeiteten indirekten Gegenvorschlag den Vorzug gegeben, weil dieser sofort hätte in Kraft treten können und er auch inhaltlich kohärenter war.

Während die Abstimmung zur Abzockerinitiative nicht eindeutiger hätte ausfallen können, stand beim Familienartikel dem Volks-Ja das Nein der Stände gegenüber. 54.3 Prozent der Stimmenden stimmten dem Familienartikel zu, aber nur 9 Kantone und 2 Halbkantone. Dieses fehlende Ständemehr brachte den Familienartikel zu Fall. Travail.Suisse hatte sich für eine Annahme des Familienartikels engagiert und war entsprechend enttäuscht über dessen Ablehnung. Mit dem Nein sei die Chance verpasst worden, ein starkes Zeichen für eine verbesserte Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu setzen, kommentierte Travail.Suisse die Ablehnung.

Die dritte Vorlage, über die am 3. März abgestimmt wurde, betraf die Änderung des Raumplanungsgesetzes. Diese Änderung wurde mit einer

Nein zur Volkswahl des Bundesrates

komfortablen Ja-Mehrheit von 62.9 Prozent der Stimmenden gutgeheissen. Auch Travail.Suisse hatte sich im Vorfeld der Abstimmung dafür ausgesprochen.

Zwei Vorlagen standen am 9. Juni 2013 zur Abstimmung. Die Initiative «Volkswahl des Bundesrates» wurde mit 76.3 Prozent Nein-Stimmen wuchtig verworfen. Deutlich angenommen wurden hingegen die dringlichen Änderungen des Asylgesetzes. 78.4 Prozent der Stimmenden sagten dazu Ja. Travail.Suisse hatte zu beiden Vorlagen die Nein-Parole beschlossen. Bei einer Volkswahl des Bundesrates würde das Kollegialitätsprinzip geschwächt, befürchtete Travail.Suisse. Die Verschärfung des Asylrechts würde die humanitäre Tradition der Schweiz in Frage stellen, lautete die Argumentation von Travail.Suisse gegen die Änderung des Asylgesetzes.

Kein Freipass für weitere Liberalisierungsschritte

Beim Urnengang vom 22. September 2013 ging es einmal mehr um die Frage der Liberalisierung der Ladenöffnungs- und Arbeitszeiten. Das Parlament hatte beschlossen, Tankstellenbetreibern an Hauptverkehrswegen zu ermöglichen, ihre Shops rund um die Uhr zu öffnen und das dafür nötige Personal zu beschäftigen. Travail.Suisse hatte gemeinsam mit anderen Arbeitnehmerorganisationen, Parteien und kirchlichen Organisationen das Referendum gegen

56.7 pour-cent ont alors opté pour le oui. Face au résultat sorti des urnes, Travail.Suisse campait sur ses positions: «Aujourd'hui, c'est certes un règlement d'exception relatif à l'interdiction du travail de nuit qui a été accepté, mais ce résultat ne légitime en aucune façon d'autres pas vers la libéralisation des heures d'ouverture des magasins et des horaires de travail.»

Le 22 septembre 2013, la population votante a aussi dit oui à la révision de la loi sur les épidémies, avec 59 pour-cent de oui. Elle a par contre dit non à l'initiative «Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire» (73.2 pour-cent de non). Travail.Suisse avait renoncé à donner des consignes de vote pour ces deux objets.

La fourchette de salaires fixe n'a pas persuadé l'électorat

Comme pour la première votation de 2013, les salaires excessifs des managers et la politique familiale

étaient au centre de la quatrième et dernière votation de cette année. Alors que l'initiative contre les rémunérations abusives avait été acceptée à une large majorité, l'initiative 1:12 – pour des salaires équitables a été rejetée en novembre: 65.3 des votants et tous les cantons ont dit non. Certes, le mécontentement face aux salaires excessifs n'avait pas disparu entre-temps, mais une fourchette de salaires fixe de 1:12 n'était apparemment pas la solution idoine. Travail.Suisse s'était prononcée en faveur du oui, étant donné que le Parlement avait négligé de présenter un contre-projet.

L'initiative pour les familles, lancée par l'UDC, a également été rejetée avec 58.5 pour-cent de non. Cette initiative demandait des déductions fiscales pour les familles qui gardent elles-mêmes leurs enfants. Travail.Suisse s'est félicitée de ce rejet, car la population votante a compris qu'une politique familiale qui s'appuie sur un modèle de famille conserva-

teur ne peut répondre aux défis actuels et futurs. Au lieu de cadeaux fiscaux, c'est l'extension du système des allocations familiales qui doit s'imposer.

Le peuple a en outre dit non à l'augmentation du prix de la vignette autoroutière qui aurait passé de 40 francs à 100 francs. Cette augmentation de prix

a été rejetée avec 60.5 pour-cent de non. Travail.Suisse n'avait pas donné de consigne de vote pour cet objet.

Des salaires de dirigeants trop élevés: la population en a assez!

Überhöhte Managersaläre: Die Bevölkerung hat genug!



diese Verschlechterung des Arbeitsgesetzes ergriffen. Die Mehrheit der Stimmenden liess sich indes von den Befürwortern überzeugen, dass es sich nur um eine kleine Anpassung des Arbeitsgesetzes mit Auswirkungen auf einige wenige Tankstellenshops handle. 56.7 Prozent der Stimmenden legten ein Ja in die Urne. Travail.Suisse hielt in der Stellungnahme zum Abstimmungsergebnis fest: «Zwar ist heute eine Ausnahmeregelung des Nachtarbeitsverbotes bewilligt worden. Das Ergebnis legitimiert aber in keiner Art und Weise weitergehende Bestrebungen zur Liberalisierung von Ladenöffnungs- und Arbeitszeiten.».

Ja sagten die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger am 22. September 2013 auch zum Epidemienge-
setz (59 Prozent Ja-Stimmen). Nein lautete hingegen ihr Verdikt bezüglich der Initiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» (73.2 Nein-Stimmen). Travail.Suisse hatte auf eine Parolenfassung zu diesen beiden Vorlagen verzichtet.

Fixe Lohnspanne überzeugte nicht

Wie anlässlich des ersten Urnengangs im Jahr 2013 standen auch im vierten und letzten die überrasse-

nen Managerlöhne und die Familienpolitik im Zentrum. Während die Abzockerinitiative im März noch mit grosser Mehrheit angenommen worden war, fand die 1:12-Initiative im November keine Mehrheit mehr. 65.3 der Stimmenden und alle Stände lehnten die Initiative ab. Der Ärger bezüglich der überhöhten Saläre war zwischenzeitlich zwar nicht zurückgegangen, aber offensichtlich vermochte eine fixe Lohnspanne von 1:12 als Lösung nicht zu überzeugen. Travail.Suisse hatte die Ja-Parole beschlossen, hatte es das Parlament doch versäumt, einen Gegenvorschlag zu präsentieren.

Abgelehnt wurde auch die Familieninitiative der SVP, und zwar mit 58.5 Prozent Nein-Stimmen. Diese

Initiative forderte Steuererleichterungen für Familien, die ihre Kinder selber betreuen. Travail.Suisse freute sich über die Ablehnung. Die Stimmbevölkerung habe damit zum Ausdruck gebracht, dass eine Familienpolitik, welche sich an einem rückwärtsge-
wandten Familienmodell orientiert, den aktuellen und künftigen Herausforderungen nicht gerecht wird. Statt Steuergeschenke brauche es einen Ausbau des Systems der Familienzulagen.

Nein sagte die Stimmbevölkerung schliesslich auch zur Erhöhung des Preises für die Autobahnvignette. Statt 40 Franken sollte die Vignette künftig 100 Franken kosten. Dieser Preisaufschlag wurde mit 60.5 Prozent Nein-Stimmen abgelehnt. Travail.Suisse hatte auf eine Parolenfassung zu dieser Vorlage verzichtet.

En route vers l'avenir avec une nouvelle identité visuelle

Homogène et aisément reconnaissable

et des relations publiques. Après un intense travail préliminaire, il a été possible d'inaugurer le nouveau site Web à mi-février, avec en contrepoint la nouvelle identité visuelle de Travail.Suisse. Tous les produits – homepage, brochures, papier à lettres etc. – sont dotés d'une identité visuelle homogène et aisément reconnaissable. Un manuel bien étoffé a été mis au point, il va permettre de maintenir cette homogénéité à l'avenir aussi. Cette nouvelle identité visuelle a été créée et mise en œuvre par l'agence Müller Lütolf à Berne.

Le 1er septembre 2013, Linda Rosenkranz est devenue la nouvelle responsable de la communication chez Travail.Suisse. Elle a repris une partie des tâches de Therese Schmid et de celles d'Eva Linder qui, en sa qualité de responsable des campagnes de Travail.Suisse, s'est occupée de diverses campagnes autour des votations.

Deux apparitions communes de Travail.Suisse et la SEC Suisse

Au cours de l'année 2013, Travail.Suisse a de nouveau invité les médias à diverses conférences de presse pour leur présenter ses exigences portant sur des questions importantes pour les travailleurs et travailleuses, ses prises de position ou les études qu'elle a menées. La première conférence de presse, le 18 janvier 2013, était consacrée à l'initiative

2013 a connu de nombreux changements sur le plan de l'information

contre les rémunérations abusives. Travail.Suisse, la SEC Suisse et l'Association suisse des cadres (ASC) ont expliqué pourquoi elles considéraient le contre-projet indirect mis au point par le Parlement comme la solution la meilleure. Egalement avec la SEC Suisse, Travail.Suisse a donné en mai des informations sur les grandes lignes de la réforme de la prévoyance vieillesse, du point de vue des associations de travailleurs et travailleuses. Un jalon a été posé en matière de politique familiale le 14 octobre: dans une conférence de presse intitulée «Allocations familiales au lieu de cadeaux fiscaux», Travail.Suisse a présenté l'étude, menée à sa demande par la Haute école spécialisée bernoise HESB, sur «L'influence des instruments de péréquation de la politique familiale sur les inégalités des revenus en Suisse». Cette étude a montré qu'une augmentation des allocations pour enfant et des allocations de formation est bien plus utile que les cadeaux fiscaux mis en avant par l'initiative pour les familles, lancée par l'UDC. Cette conférence de presse a été un succès et la joie a été grande lorsque le peuple a rejeté cette initiative le 24 novembre. Les chiffres les plus récents relatifs aux assureurs-vie et leurs 661 millions de francs de bénéfice issus du 2e pilier ont été publiés à fin octobre – Travail.Suisse les a vivement critiqués au cours d'une conférence de presse.

Salaires des managers et autres rémunérations

En 2013 aussi, Travail.Suisse a pris sous la loupe l'évolution des salaires des managers de 27 entreprises suisses

cotées en bourse. Les résultats de cette enquête ont été présentés aux médias à fin juin. Il en ressort qu'il ne faut pas compter sur une vaste correction à la baisse des salaires des managers. Bien au contraire: l'envolée continue sans vergogne.

Début août, Travail.Suisse, de concert avec les associations affiliées Syna, Hotel & Gastro Union et transfair, a présenté les revendications salariales pour 2014. Toutes les associations participantes s'accordaient à dire que, compte tenu de l'évolution économique, la plupart des branches ont repris haleine, donc qu'il est possible de récompenser l'engagement des travailleurs et travailleuses par une augmentation de leurs salaires. Les résultats des négociations salariales ont été présentés à mi-décembre: malgré une situation économique favorable, les salaires n'ont que très peu augmenté, et encore.

Dans le cadre des 18 éditions du Service médias publiées chaque année, Travail.Suisse a régulièrement fourni aux médias, aussi en 2013, ses positions de principe les plus récentes. Dans ses éditions spéciales parues à la veille de chaque session des Chambres, Travail.Suisse a en outre traité des questions qui ont une grande importance pour les travailleurs et travailleuses. L'organisation a aussi pris position dans 60 communiqués de presse sur des sujets d'actualité.

Mit neuem Erscheinungsbild in die Zukunft

Einheitlich und wiedererkennbar

2013 war in Sachen Informations- und Öffentlichkeitsarbeit ein veränderungsreiches Jahr: Nach intensiven Vorarbeiten konnte Mitte Februar die neue Webseite aufgeschaltet werden. Gleichzeitig wurde der ganze formale Auftritt von Travail.Suisse erneuert. Alle Produkte – Homepage, Broschüren, Briefschaften usw. – weisen jetzt ein einheitliches und wiedererkennbares Erscheinungsbild auf. Um diese Einheitlichkeit auch in Zukunft einzuhalten, wurde ein ausführliches Handbuch erstellt. Entworfen und umgesetzt wurde das neue Erscheinungsbild von der Agentur Müller Lütolf in Bern.

Am 1. September 2013 hat Linda Rosenkranz ihre Arbeit als Leiterin Kommunikation bei Travail.Suisse aufgenommen. Sie übernimmt in dieser Rolle einen Teil der Aufgaben von Therese Schmid, aber auch jene von Eva Linder, welche als Kampagnenleiterin für Travail.Suisse für verschiedene Abstimmungskampagnen tätig gewesen war.

Zwei gemeinsame Auftritte mit dem KV Schweiz

Travail.Suisse lud die Medien auch im Berichtsjahr zu verschiedenen Konferenzen ein, um ihnen Forderungen zu arbeitnehmerrelevanten Themen, Positionspapier oder Studien vorzustellen. Die erste Medienkonferenz vom 18. Januar 2013 war der Abzockerinitiative gewidmet. Travail.Suisse, der KV Schweiz und die Schweizer Kader Organisation (SKO) legten dar, warum sie den vom Parlament ausgearbeiteten

indirekten Gegenvorschlag als die bessere Lösung erachteten. Ebenfalls gemeinsam mit dem KV Schweiz informierte Travail.Suisse im Mai über die Eckpunkte der Reform der Altersvorsorge aus Sicht der Arbeitnehmendenverbände. Ein Meilenstein zum Thema Familienpolitik wurde am 14. Oktober gesetzt: Unter dem Titel «Familienzulagen statt Steuergeschenke» präsentierte Travail.Suisse die Studie «Einfluss familienpolitischer Ausgleichsinstrumente auf die Ungleichheit von Einkommen in der Schweiz» der Berner Fachhochschule BFH. Die Studie bewies, dass die Erhöhung von Kinder- und Ausbildungszulagen weit mehr nützt als Steuergeschenke, wie sie die SVP-Familieninitiative vorsah. Die Medienkonferenz war ein Erfolg und die Freude gross, als das Stimmvolk die SVP-Initiative am 24. November ablehnte. Ende Oktober lagen dann die neusten Zahlen der Lebensversicherer und ihre 661 Millionen Franken Gewinn aus der 2. Säule vor – was Travail.Suisse anlässlich einer Medienkonferenz kritisierte.

Manager- und andere Löhne

Auch 2013 hat Travail.Suisse die Entwicklung der Managerlöhne in 27 börsenkotierten Schweizer Unternehmen untersucht. Die Ergebnisse dieser Untersuchung wurden Ende Juni den Medien vorgelegt. Sie zeigten auf, dass bei den Managersalären keine breite Korrektur nach unten absehbar ist. Im Gegenteil: Die Selbstbedienung breitet sich sogar weiter aus.

Anfang August hat Travail.Suisse gemeinsam mit den Mitgliedsverbänden Syna, Hotel & Gastro Union und transfair die Lohnforderungen für 2014



Martin Flügel mit den Nationalräten Daniel Jositsch (KV Schweiz) und Thomas Weibel (SKO) anlässlich einer Medienkonferenz zur Abzockerinitiative.

Martin Flügel et les conseillers nationaux Daniel Jositsch (SEC Suisse) et Thomas Weibel (ASC) lors de la conférence de presse sur l'initiative contre les rémunérations abusives.

präsentiert. Alle teilnehmenden Verbände waren sich angesichts der wirtschaftlichen Entwicklung einig, dass in den meisten Branchen Luft vorhanden ist, um den Einsatz der Arbeitnehmenden mit einer Lohn-erhöhung zu honorieren. Mitte Dezember wurden anlässlich einer Medienkonferenz die Ergebnisse der Lohnverhandlungen in den Branchen präsentiert. Fazit: Trotz guter wirtschaftlicher Lage sind die Löhne, wenn überhaupt, nur minim gestiegen.

Im Rahmen des 18mal jährlich erscheinenden Medienservices bediente Travail.Suisse die Medien auch 2013 regelmässig mit aktuellen Grundsatzpositionen. In den vier Sonderausgaben, welche jeweils im Vorfeld der Sessionen der eidgenössischen Räte erschienen, ging Travail.Suisse auf die für die Arbeitnehmenden relevanten Sessionsgeschäfte ein. In rund 60 Medienmitteilungen nahm Travail.Suisse zudem Stellung zu tagesaktuellen Geschäften.

pARCours de formation 2013

Une offre de formation diversifiée

Pour que l'exercice de leur profession soit une réussite, les travailleurs et travailleuses doivent disposer d'aptitudes multiples, par exemple de connaissances juridiques. Ces personnes doivent aussi savoir se servir des outils informatiques, bien gérer leur temps. Elles doivent peut-être aussi pouvoir s'exprimer avec conviction, bien écrire ou faire une présentation convaincante. On attend en outre que la plupart aient un esprit d'équipe et, souvent, de la créativité.

L'Institut de formation ARC propose depuis 40 ans aux travailleurs et travailleuses un intéressant pARCours de formation. 78 cours (+3) répartis sur 130 journées de cours (+11) étaient proposés en 2013. Les cours sont soit en allemand soit en français, voire en italien. En 2013, ARC a organisé pour la première fois des cours pour Jeunesse.Suisse, la commission des jeunes. Ces cours s'adressaient aux jeunes et adultes jusqu'à 25 ans.

Nouveau bureau à Lausanne

En mai 2013, ARC ouvrait un nouveau bureau à Lausanne, dans le souci de consolider son ancrage en Romandie. ARC est sous-locataire de la fédération affiliée Hotel & Gastro Union. Ce bureau d'ARC se trouvait précédemment à Fribourg. Avec son installation à Lausanne, ARC espère avoir de meilleurs contacts avec le canton de Vaud, en Valais et à Genève. La responsable du bureau de Lausanne est Sylvie Eglhoff, coordinatrice pour la Suisse romande.

Suite aux grands changements au sein de son comité en 2012, ARC a renouvelé son inscription au registre du commerce et les droits de signature. Un seul changement a eu lieu en 2013 au comité. Le secrétaire général des SCIV Patrik Chabbey y siège désormais.

Plate-forme d'apprentissage relative à la sécurité au travail

Avec le concours de la Conférence des hautes écoles spécialisées et le soutien de la Suva, ARC a mis en place en 2013 une plate-forme d'apprentissage relative à la sécurité au travail. Il s'agit de sensibiliser à la sécurité au travail les étudiants des hautes écoles spécialisées puisqu'ils seront appelés à assumer des fonctions à responsabilités dans des entreprises. Cette plate-forme comprend un programme d'apprentissage qui se termine par un test. La technique, l'économie, le social, la santé et le tourisme sont impliqués dans le projet.

La formation continue va acquérir des bases légales

La Suisse va disposer pour la première fois d'une loi fédérale sur la formation continue. Cette loi va influencer sur le travail de l'Institut ARC: elle va régler de manière plus claire le soutien aux organisations en charge de la formation continue. ARC s'est beaucoup investi dans l'élaboration de cette loi sur la formation continue, en particulier pour un meilleur accès des

travailleurs et travailleuses à la formation continue. La question de savoir si et comment l'activité des organisations en charge de la formation continue sera soutenue a d'ailleurs aussi préoccupé ARC. La politique a reconnu l'importance des organisations en charge de la formation continue et est prête à prévoir des aides financières pour des tâches d'information, de coordination et de développement.

BildungspARCours 2013

Vielfältiges Bildungsangebot

Um einen Beruf erfolgreich ausüben zu können, müssen Arbeitnehmende über vielfältige Fähigkeiten verfügen. Sie brauchen zum Beispiel rechtliche Kenntnisse. Sie müssen den Computer beherrschen. Sie brauchen ein gutes Zeitmanagement. Vielleicht müssen sie auch fähig sein, überzeugend zu reden, gut zu schreiben oder wirkungsvoll zu präsentieren. Von den meisten wird darüber hinaus Teamfähigkeit verlangt und oftmals auch Kreativität.

Das Bildungsinstitut ARC stellt den Arbeitnehmenden seit 40 Jahren einen interessanten BildungspARCours zusammen. 2013 waren es insgesamt 78 Kurse (+3) an 130 Kurstagen (+11). Die Kurse werden entweder in Deutsch, Französisch oder Italienisch angeboten. 2013 hat ARC erstmals für die Jugendkommission Jeunesse.Suisse Kurse für Jugendliche und junge Erwachsene bis 25 Jahren organisiert.

Neues Büro in Lausanne

Im Mai 2013 eröffnete ARC ein neues Büro in Lausanne. Damit möchte ARC seine Verankerung in der Romandie verbessern.

ARC ist Untermieter beim Mitgliedsverband Hotel & Gastro Union. Bisher befand sich das ARC-Büro in Freiburg. ARC erhofft sich mit seinem Büro in Lausanne bessere Kontakte in die Waadt, ins Wallis und nach Genf. Leiterin des Büros in Lausanne ist Sylvie Egloff, welche die Funktion einer Koordinatorin für die Westschweiz hat.

Angesichts der grossen Veränderungen im Vorstand im Jahre 2012 hat ARC im Berichtsjahr den

Handelsregistereintrag und die Unterschriftenregelung erneuert. 2013 gab es nur eine Veränderung im Vorstand. Neu sind die SCIV mit ihrem Generalsekretär Patrik Chabbey vertreten.

Lernplattform Arbeitssicherheit

Zusammen mit der Konferenz Höhere Fachschulen und mit Unterstützung der Suva hat ARC 2013 eine Lernplattform für die Arbeitssicherheit aufgebaut. Die Studierenden an Höheren Fachschulen sollen für ihre zukünftigen Führungsaufgaben in den Betrieben auch für das Thema Arbeitssicherheit sensibilisiert werden. Die Lernplattform beinhaltet ein Lernprogramm, das mit einem Schlusstest abgeschlossen wird. Die Branchen Technik, Wirtschaft, Soziales, Gesundheit und Tourismus sind in dieses Projekt involviert.

Weiterbildung erhält eine gesetzliche Grundlage

Die Schweiz soll erstmals ein nationales Weiterbildungsgesetz erhalten. Dieses wird Einfluss haben auf die Arbeit von ARC: Es wird die Unterstützung der Organisationen der Weiterbildung klarer regeln. ARC hat sich im Rahmen der Erarbeitung des Weiterbildungsgesetzes stark engagiert, vor allem auch für einen besseren Zugang der Arbeitnehmenden zur Weiterbildung. Aber ARC hat natürlich auch die Frage beschäftigt, ob und wie in Zukunft die Arbeit der Organisationen der Weiterbildung unterstützt wird. Es hat sich gezeigt,

dass die Politik die Bedeutung der Organisationen der Weiterbildung erkannt hat und darum auch bereit ist, Finanzhilfen für Informations-, Koordinations- und Entwicklungsaufgaben einzusetzen.

Une année très chargée

2013 a été pour Brücke • Le pont une année très chargée, autant en ce qui concerne ses activités de développement dans le Sud que les changements et activités en Suisse.

Programme de développement «Travail en dignité»

Les 34 projets en Afrique et en Amérique latine se sont déroulés en 2013 comme prévu et ont engendré de bons résultats. En automne, deux équipes de spécialistes ont procédé, sur mandat de la DDC, à des évaluations des programmes de Brücke • Le pont au Salvador et au Togo/Bénin. Ces spécialistes ont en outre analysé la documentation des programmes et processus de travail en Suisse. Leurs rapports étaient tous positifs, confirmant ainsi que nos projets s'avèrent efficaces, que notre travail d'information en Suisse et le travail bénévole du KAB et Travail.Suisse sont reconnus à leur juste valeur.

En ce qui concerne l'ensemble du programme «Travail en dignité», on peut retenir qu'au Togo/Bénin le renforcement des chaînes de valeur agricoles a aidé une fois de plus des milliers de familles à avoir un revenu plus élevé et une meilleure alimentation. Quant aux projets de formation professionnelle au Brésil, en Bolivie et au Salvador, des centaines de jeunes issus des milieux défavorisés ont bénéficié d'une formation professionnelle. En ce qui concerne les droits du travail, les organisations partenaires du Salvador ont étendu leurs activités aussi aux ouvrières à domicile dont les droits du travail sont encore moins respectés que ceux des ouvrières de fabrique.

Cohérence dans le programme d'Amérique centrale

Dans le cadre d'une réflexion stratégique, Brücke • Le pont a analysé son engagement en Amérique centrale. Pour renforcer la cohérence inhérente au programme d'Amérique centrale, le comité a décidé de terminer en l'espace de deux à trois ans le programme du Nicaragua, axé sur le domaine agricole. Dans ce but, un programme ayant les mêmes priorités que le Salvador est mis en place au Honduras: droits du travail pour les ouvrières du textile ainsi que prévention de la violence et formation professionnelle des jeunes. Dans ces deux domaines, Brücke • Le pont a acquis de précieuses expériences et de bonnes compétences et va donc les utiliser aussi pour le Honduras.

Changement à la présidence

La présidente Marie-Thérèse Weber-Gobet a quitté sa fonction en mai, à l'occasion de l'Assemblée des délégués, pour des raisons personnelles. Brücke • Le pont la remercie de tout cœur pour s'être engagée inlassablement et avoir représenté pendant quatre ans notre œuvre d'entraide sur la scène politique. Armin Hürner du KAB St. Gall et membre du comité de Brücke • Le pont s'est déclaré prêt à assumer l'intérim jusqu'à la nomination d'une nouvelle personne. Nous l'en remercions chaleureusement. Cette nomination aura lieu à l'Assemblée des délégués 2014.

Nouveau: osez un parrainage!

En 2013, Brücke • Le pont a introduit le parrainage. Il ne s'agit pas du parrainage d'un individu, mais d'un groupe de personnes autour de trois thèmes: formation professionnelle, revenu et alimentation, êtres humains et droits du travail. Le montant d'un parrainage est de 1 franc par jour, soit 360 francs par année. Brücke • Le pont a fait de la publicité pour ces nouveaux parrainages sur son site Web et dans des articles et parus dans son Bulletin ainsi que dans un encart, dans les magazines de Syna et transfair et dans le Berner Pfarrblatt. Les premières personnes désireuses de parrainer se sont annoncées. Nous osons espérer que leur décision va faire école. Osez donc un parrainage!

Campagnes en Suisse

En 2013, Brücke • Le pont a de nouveau parlé de la campagne «Droit sans frontières» afin d'inciter l'opinion publique à demander que les lois changent et que les multinationales ayant leur siège en Suisse soient contraintes de respecter les droits humains et les standards environnementaux partout dans le monde. Brücke • Le pont a aussi fait de la publicité à la campagne «Clean Clothes Campaign» qui demande que les vêtements soient produits dans la dignité humaine. Depuis des années, trois de nos organisations partenaires au Salvador mettent tout en œuvre pour que les ouvrières du textile bénéficient de meilleures conditions de travail et reçoivent des salaires décentes. En octobre, Brücke • Le pont a conclu

Ein reich befruchtetes Jahr

2013 war für Brücke • Le pont ein reich befruchtetes Jahr, sowohl was die Entwicklungsarbeit im Süden anbelangt, als auch was Veränderungen und Aktivitäten in der Schweiz betrifft.

Entwicklungsprogramm «Arbeit in Würde»

Die 34 Projekte in Afrika und Lateinamerika verliefen 2013 nach Plan

und zeigten gute Resultate. Im Herbst führten zwei Teams von Expertinnen und Experten im Auftrag der DEZA Evaluationen der Programme in El Salvador und in Togo/Benin durch. Zudem analysierten sie die Programmunterlagen und Arbeitsprozesse in der Schweiz. Ihre Berichte fielen durchwegs positiv aus und bestätigten, dass die Projekte von Brücke • Le pont gute Wirkung zeigen. Anerkennung fanden auch die Informationsarbeit in der Schweiz und die Freiwilligenarbeit der Katholischen Arbeitnehmerbewegung (KAB) und Travail.Suisse.

Für das gesamte Programm «Arbeit in Würde» kann festgehalten werden: In Togo/Benin verhalf die Stärkung von landwirtschaftlichen Wertschöpfungsketten wiederum Tausenden von Familien zu höheren Einkommen und zu einer besseren Ernährung. In den Projekten der Berufsbildung in Brasilien, Bolivien und El Salvador erhielten Hunderte von jungen Leuten aus armen Verhältnissen eine berufliche Ausbildung. Was die Arbeitsrechte betrifft, dehnten die Partnerorganisationen in El Salvador ihre Aktivitäten auch auf die Heimarbeiterinnen aus, die arbeitsrechtlich noch schlechter gestellt sind als die Fabrikarbeiterinnen.

Kohärenz im Programm Zentralamerika

Im Rahmen der strategischen Überlegungen analysierte Brücke • Le pont das Engagement in Zentralamerika. Um das Programm

kohärenter zu gestalten, beschloss der Vorstand, das Nicaragua-Programm, das auf den landwirtschaftlichen Bereich ausgerichtet ist, innerhalb von zwei bis drei Jahren zu beenden. Dafür wird in Honduras ein Programm aufgebaut, das die gleichen Schwerpunkte wie in El Salvador aufweist: Arbeitsrechte von Textilarbeiterinnen sowie Gewaltprävention und Berufsbildung für junge Leute. Brücke • Le pont hat in diesen zwei Bereichen wertvolle Erfahrungen und gute Kompetenzen erworben und wird sie nun auch für Honduras nutzen.

Wechsel im Präsidium

Die Präsidentin Marie-Thérèse Weber-Gobet trat auf die Delegiertenversammlung im Mai aus persönlichen Gründen

von ihrem Amt zurück. Brücke • Le pont dankt ihr ganz herzlich für ihr beherztes Engagement und die Vertretung des Hilfswerks auf der politischen Bühne während vier Jahren. Bis die Nachfolge geregelt ist, führt Armin Hürner von der KAB St. Gallen und Vorstandsmitglied bei Brücke • Le pont das Amt ad interim. Auch ihm sei herzlich gedankt für diese Bereitschaft. An der Delegiertenversammlung 2014 wird das Präsidium neu besetzt werden.

Neu: Sie können Patin oder Pate werden

2013 führte Brücke • Le pont Patenschaften ein. Sie gelten nicht Einzelpersonen, sondern Personengruppen von

drei Themenbereichen: Berufsbildung, Einkommen und Ernährung, Menschen und Arbeitsrechte. Der Paten-Beitrag beträgt einen Franken pro Tag, also 360 Franken pro Jahr. Brücke • Le pont bewarb die neuen Patenschaften auf der Homepage sowie mit Artikeln und einer Extrabeilage im Bulletin, in den Magazinen von Syna und transfair sowie im Berner Pfarblatt. Die ersten Patinnen und Paten haben sich gemeldet. Wir hoffen nun, dass ihr gutes Beispiel Schule macht. Werden auch Sie Patin oder Pate!

Kampagnen in der Schweiz

2013 machte Brücke • Le pont die Kampagne «Recht ohne Grenzen» wiederum publik, um in der Öffentlichkeit

Goodwill für Gesetzesänderungen zu schaffen. Die Kampagne fordert, dass die multinationalen Konzerne mit Sitz in der Schweiz verpflichtet werden, sich weltweit an die Menschenrechte und an ökologische Standards zu halten. Brücke • Le pont warb ebenfalls für die «Clean Clothes Campaign», die den fairen Handel mit Kleidern fordert. Seit Jahren arbeiten drei der Partnerorganisationen von Brücke • Le pont in El Salvador darauf hin, dass die Textilarbeiterinnen bessere Arbeitsbedingungen und faire Löhne erhalten. Im Oktober konnte Brücke • Le pont mit der Regierung von El Salvador ein Abkommen abschliessen, das die Ausbildung der Pflichtverteidigerinnen



Apiculture et vente de miel apportent aux familles de petits paysans pauvres de Bolivie un revenu supplémentaire et une vie meilleure.

Bienezucht und Honigverkauf verhelfen armen Kleinbauernfamilien in Bolivien zu einem Zusatzeinkommen und zu einem besseren Leben.

un accord avec le gouvernement du Salvador en vue d'une amélioration de la formation des avocats commis d'office. Cela va avoir des répercussions positives pour les travailleuses qui doivent faire valoir leurs droits devant un tribunal.

Un grand merci!

Brücke • Le pont remercie de tout cœur les personnes qui ont mené à bien des actions ou ont fait un don pour la réalisation de nos projets.

und Pflichtverteidiger verbessert. Dies wird sich für die Arbeiterinnen, die ihre Rechte vor Gericht geltend machen müssen, positiv auswirken.

Herzlichen Dank!

Brücke • Le pont dankt allen, die Aktionen durchgeführt oder für die Projekte des Hilfswerks gespendet haben, ganz herzlich.

Représentations de Travail.Suisse

Politique du marché de travail

Commission fédérale pour la politique économique
Martin Flügel

Groupe de contact Banque nationale suisse BNS
Martin Flügel

Commission tripartite fédérale mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes
Gabriel Fischer et Stefan Unternährer

Commission fédérale de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage
Gabriel Fischer, Arno Kerst et Silvano Salvadori

Commission fédérale du travail
Catherine Gehri et Arno Kerst

Commission fédérale de conciliation en matière de conflits collectifs de travail
René-Pierre Thorimbert et Stefan Unternährer

Commission de la statistique fédérale
Denis Torche

Politique sociale

Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
Matthias Kuert Killer

Commission fédérale de la prévoyance professionnelle
Matthias Kuert Killer et Kurt Regotz

Caisse supplétive LPP, Conseil de fondation
Martin Flügel et Urs Masshardt

Fondation Fonds de garantie LPP, Conseil de fondation
Matthias Kuert Killer

Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents Suva, conseil d'administration
Matthias Kuert Killer, Urs Masshardt, Kurt Regotz, Renato Ricciardi et Janine Wicki

Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail
Diego Frieden et Fritz Bütikofer

Fonds de compensation de l'AVS, conseil d'administration
Martin Flügel

Pro Familia Suisse
Martin Flügel et Valérie Borioli Sandoz

Politique de l'égalité

Commission fédérale pour les questions féminines
Valérie Borioli Sandoz

Politique des étrangers

Commission fédérale pour les questions de migration
Denis Torche

Politique de la formation

Commission fédérale pour la formation professionnelle
Bruno Weber-Gobet

Commission fédérale des hautes écoles spécialisées
Franz Baumberger et Bruno Weber-Gobet

Fédération suisse pour la formation continue FSEA, comité
Bruno Weber-Gobet

Société suisse pour la recherche appliquée en matière de formation professionnelle (SRFP), comité
Bruno Weber-Gobet

Politique extérieure

Commission consultative du Point de contact national pour les principes directeurs l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
Denis Torche

Commission tripartite fédérale pour les affaires de l'OIT
Denis Torche

Comité exécutif de la Confédération Européenne des Syndicats (CES)
Martin Flügel et Denis Torche

Comité exécutif AELE
Kurt Regotz

Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen (Stand 31. Dezember 2013)

Arbeitsmarktpolitik

Eidgenössische Kommission für Wirtschaftspolitik
Martin Flügel

Kontaktgruppe Schweizerische Nationalbank SNB
Martin Flügel

Eidgenössische tripartite Kommission Begleitmassnahmen Personenfreizügigkeit
Gabriel Fischer und Stefan Unternährer

Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung
Gabriel Fischer, Arno Kerst und Silvano Salvadori

Eidgenössische Arbeitskommission
Catherine Gehri und Arno Kerst

Eidgenössische Einigungsstelle zur Beilegung von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten
René-Pierre Thorimbert und Stefan Unternährer

Eidgenössische Kommission für Bundesstatistik
Denis Torche

Sozialpolitik

Eidgenössische Kommission für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung
Matthias Kuert Killer

Eidgenössische Kommission für die berufliche Vorsorge
Matthias Kuert Killer und Kurt Regotz

Auffangeinrichtung BVG, Stiftungsrat
Martin Flügel und Urs Masshardt

Sicherheitsfonds BVG, Stiftungsrat
Matthias Kuert Killer

Verwaltungsrat der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt Suva
Matthias Kuert Killer, Urs Masshardt, Kurt Regotz, Renato Ricciardi und Janine Wicki

Eidgenössische Kommission für Arbeitssicherheit
Diego Frieden und Fritz Bütikofer

Verwaltungsrat des Ausgleichsfonds der Alters- und Hinterlassenenversicherung AHV
Martin Flügel

Pro Familia Schweiz
Martin Flügel und Valérie Borioli Sandoz

Gleichstellungspolitik

Eidgenössische Kommission für Frauenfragen
Valérie Borioli Sandoz

Ausländerpolitik

Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen
Denis Torche

Bildungspolitik

Eidgenössische Berufsbildungskommission
Bruno Weber-Gobet

Eidgenössische Fachhochschulkommission
Franz Baumberger und Bruno Weber-Gobet

Vorstand Schweizerischer Verband für Weiterbildung SVEB
Bruno Weber-Gobet

Vorstand Schweizerische Gesellschaft für angewandte Berufsbildungsforschung SGAB
Bruno Weber-Gobet

Aussenpolitik

Eidg. Kommission zur Beratung des Nationalen Kontaktpunktes für die OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen
Denis Torche

Eidgenössische tripartite Kommission für IAO-Angelegenheiten
Denis Torche

Exekutivausschuss des Europäischen Gewerkschaftsbundes EGB
Martin Flügel und Denis Torche

EFTA-Konsultativausschuss
Kurt Regotz

Effectif des membres des organisations affiliées

Effectif des membres le 1^{er} janvier 2013

Syna	60188
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	40004
Hotel & Gastro Union	21393
transfair	12018
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	6174
Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses hes-ch	1107
Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE	1015
Association romande des logopédistes diplômés ARLD	860
Employés Droguistes Suisse	205
Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es en Suisse VUCAS	122
Total	143146

Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen

Mitgliederbestand per 1. Januar 2013

Syna	60 188
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	40 004
Hotel & Gastro Union	21 393
transfair	12 018
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	6 174
Schweizerischer Verband der Fachhochschuldozierenden FH-CH	1 107
Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE	1 015
Association romande des logopédistes diplômés ARLD	860
Angestellte Drogisten Suisse	205
Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS	122
Total	143 146

Adresses

Secrétariat central

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, case postale 5775, 3001 Berne
tél. 031/370.21.11 fax 031/370.21.09
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Organisations affiliées

Syna

Römerstrasse 7, case postale, 4601 Olten
tél. 044/279.71.71 fax. 044/279.71.72
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
case postale 3027, 6002 Luzern
tél. 041/418.22.22 fax. 041/412.03.72
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, case postale, 3000 Bern 14
tél. 031/370.21.21 fax. 031/370.21.31
e-mail: info@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Avenue des Mayennets 29,
case postale 1272, 1951 Sion
tél. 027/327.34.56 fax. 027/327.34.59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
tél. 091/921.15.51 fax. 091/923.53.65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.com
www.ocst.com

Association des Professeurs des Hautes écoles spécialisées hes-ch

c/o Denise Martin, secrétaire générale,
Hofmatt 42, 5112 Thalheim
tél. 056/443.06.03 fax. 056/443.06.04
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch
www.fh-ch.ch

Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE

3003 Bern
tél. 0844/873.873 (4 cent./min.) fax. 071/757.94.59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Association romande des logopédistes diplômés ARLD

Schlössli 7, 2512 Tüscherz
tél. 032/322.88.42 fax. 032/322.88.43
e-mail: michele.kaufmann@arld.ch
www.arld.ch

Employés Droguistes Suisse

Gerbergasse 26, case postale 644, 4001 Basel
tél. 061 261.45.45 fax. 061/261.46.18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es en Suisse VUCAS

case postale 4132, 8022 Zürich
Tel. 044/720.81.45

Autres adresses

Institut de formation ARC

Hopfenweg 21, case postale 5775, 3001 Berne
tél. 031/370.21.11 fax. 031/370.21.09
e-mail: arc@travailsuisse.ch
www.formation-arc.ch

Brücke • Le pont

Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg
tél. 026/425.51.51 fax. 026/425.51.50
e-mail: info@bruecke-lepont.ch
www.bruecke-lepont.ch

Adressen

Geschäftsstelle

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, Postfach 5775, 3001 Bern
Tel. 031/370.21.11 Fax. 031/370.21.09
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Mitgliedsorganisationen

Syna

Römerstrasse 7, Postfach, 4601 Olten
Tel. 044/279.71.71 Fax. 044/279.71.72
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
Postfach 3027, 6002 Luzern
Tel. 041/418.22.22 Fax. 041/412.03.72
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, Postfach, 3000 Bern 14
Tel. 031/370.21.21 Fax. 031/370.21.31
e-mail: info@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Avenue des Mayennets 29,
case postale 1272, 1951 Sion
Tel. 027/327.34.56 Fax. 027/327.34.59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
Tel. 091/921.15.51 Fax. 091/923.53.65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.com
www.ocst.com

Schweizerischer Verband der Fachhochschuldozierenden fh-ch

c/o Denise Martin, Geschäftsleiterin,
Hofmatt 42, 5112 Thalheim
Tel. 056/443.06.03 Fax. 056/443.06.04
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch
www.fh-ch.ch

Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE

3003 Bern
Tel. 0844/873.873 (4 Rp./Min.) Fax. 071/757.94.59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Association romande des logopédistes diplômés ARLD

Secrétariat général
Schlössli 7, 2512 Tüscherz
Tel. 032/322.88.42 Fax. 032/322.88.43
e-mail: michele.kaufmann@arld.ch
www.arld.ch

Angestellte Drogisten Suisse

Gerbergasse 26, Postfach 644, 4001 Basel
Tel. 061 261.45.45 Fax. 061/261.46.18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS

Postfach 4132, 8022 Zürich
Tel. 044/720.81.45

Weitere Adressen

Bildungsinstitut ARC

Hopfenweg 21, Postfach 5775, 3001 Bern
Tel. 031/370.21.11 Fax. 031/370.21.09
e-mail: arc@travailsuisse.ch
www.formation-arc.ch

Brücke • Le pont

Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg
Tel. 026/424.51.51 Fax. 026/425.51.50
e-mail: info@bruecke-lepont.ch
www.bruecke-lepont.ch

Konzept und Gestaltung: www.muellerluetolf.ch
Fotos/photos: S./p. 6, 10, 11, 12, 13: Fabian Lütolf
S./p. 21, 22, 32: Severin Nowacki
S./p. 17, 27, 34: Keystone
S./p. 9: Travail.Suisse
S./p. 37: KV Schweiz
S./p. 42: Brücke • Le pont

Travail.Suisse

Hopfenweg 21
PF/CP 5775
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch